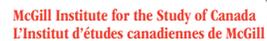


68^e CONGRÈS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE
DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE
PROGRAMME ET CAHIER DES RÉSUMÉS

URBANITÉS

15 OCTOBRE 2015 - Université McGill
16 ET 17 OCTOBRE 2015 - Hôtel Delta



ORGANISATION DU CONGRÈS

MEMBRES DU COMITÉ ORGANISATEUR / COMITÉ SCIENTIFIQUE

Jarrett Rudy (Université McGill), président du comité organisateur
Denyse Baillargeon (Université de Montréal)
Valérie D'Amour (Bibliothèque et Archives nationales du Québec)
Magda Fahrni (Université du Québec à Montréal)
Stéphan Gervais (Université McGill)
François Guérard (Université du Québec à Chicoutimi)
Allan Greer (Université McGill)
Sylvie Taschereau (Université du Québec à Trois-Rivières)
Brian Young (Université McGill)

MEMBRES ÉTUDIANTS

Carolynn McNally (Université McGill)
Sonya Roy (Université McGill)

ÉQUIPE DE L'IHAF

Jean-François Cantin, coordonnateur
Anne-Frédérique Morin, adjointe à la coordination

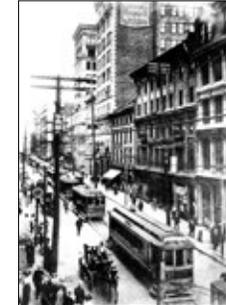
ÉQUIPE DU CIEQ

Émilie Lapierre Pintal, conceptrice graphique
Tomy Grenier, professionnel de recherche
Ginette Olivier, technicienne en administration, CIEQ-Laval

SOURCES ICONOGRAPHIQUES



Vue du Palais de l'Intendant de Québec vers 1761.
Richard Short. Bibliothèque et Archives Canada (BAC), 1989-283-3.



Tramways sur la rue Saint-Jacques à Montréal, 1910. Archives de la Société de transport de Montréal, ht2_1910_3-910-001



Marché de Trois-Rivières, 1949. Neuville Bazin. Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ-QC), E6,S7,SS1,P73113.



Eddy's Sulphite Mills à Hull vers 1920.
BAC, PA-034372.

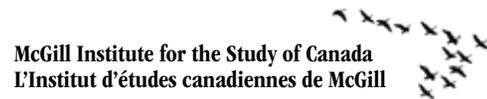


Intersection de Peel et Ste-Catherine à Montréal en 1964. Archives de la ville de Montréal, 013_VM94-Ad144-027.

TABLE DES MATIÈRES

- 2 PARTENAIRES
- 3 MOT DE BIENVENUE
- 13 RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS
- 14 SÉANCE 1 **ANALYSER ET VISUALISER LES PHÉNOMÈNES HISTORIQUES SUR LE TERRITOIRE MONTRÉALAIS**
- 16 SÉANCE 2 **CONSOMMATION ET REVENU DES MÉNAGES**
- 18 SÉANCE 3 **CATHOLICISME CANADIEN-FRANÇAIS - ICI ET AILLEURS**
- 20 SÉANCE 4 **PLANIFICATION URBAINE ET RÉGIONALE**
- 23 SÉANCE 5 **GOVERNANCE ET INFRASTRUCTURES MUNICIPALES, 19^e SIÈCLE**
- 24 SÉANCE 6 **INSTITUTIONS**
- 25 SÉANCE 7 **LES RÉBELLIONS VUES DES ÉTATS-UNIS**
- 26 SÉANCE 8 **LA VILLE EN IMAGES**
- 27 SÉANCE 9 **MORALITÉ URBAINE**
- 29 SÉANCE 10 **L'ARCHITECTURE ET SON CADRE URBAIN**
- 31 SÉANCE 11 **SOCIABILITÉ**
- 33 SÉANCE 12 **FAIRE CRÉDIT/FAIRE FAILLITE**
- 35 SÉANCE 13 SÉANCE PLÉNIÈRE « **URBANITÉS EN QUESTION** »
- 36 SÉANCE 14 TABLE RONDE **LES VILLES COMME THÉÂTRES ET OBJETS DE COMMÉMORATION**
- 37 SÉANCE 15 **CONSTRUIRE LA VILLE**
- 39 SÉANCE 16 **LA NOUVELLE-FRANCE ET SES HISTORIENS**
- 41 SÉANCE 17 **LES FEMMES ET LA VILLE**
- 42 SÉANCE 18 **LA CONDITION OUVRIÈRE**
- 45 SÉANCE 19 **DISCOURS SUR LA VILLE ET LA BANLIEUE**
- 47 SÉANCE 20 TABLE RONDE ***WHY DID WE CHOOSE TO INDUSTRIALIZE ? MONTRÉAL, 1819-1849* DE ROBERT SWEENEY (MONTRÉAL : MCGILL-QUEEN'S UNIVERSITY PRESS, 2015)**
- 48 SÉANCE 21 **ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX URBAINS**
- 50 SÉANCE 22 **CRIMES ET RÉPRESSION**
- 51 SÉANCE 23 **LES IMMIGRANTS FRANÇAIS AU CANADA AU DÉBUT DU 20^e SIÈCLE**
- 53 SÉANCE 24 **FINANCES MUNICIPALES**
- 55 SÉANCE 25 **AUTOMOBILISME, MOBILITÉ ET COMMUNAUTÉ AU QUÉBEC ET EN FLORIDE CANADIENNE-FRANÇAISE**

PARTENAIRES



Groupe d'histoire de
Montréal



MOT DE BIENVENUE

C'est avec grand plaisir que nous accueillons à Montréal, ces 15, 16 et 17 octobre 2015, le soixante-huitième Congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Il se tiendra à l'Université McGill et à l'hôtel Delta, des lieux qui présentent des visages très différents de la vie urbaine montréalaise. Le premier, une institution fondée au XIX^e siècle, entourée d'espaces verts ; le second, un gratte-ciel de béton aisément accessible en voiture, vision de la modernité telle qu'on la conçoit dans les années 1970. Ces environnements bâtis sont propices à une réflexion sur le thème du Congrès de cette année : qu'est-ce qui confère à une ville ses qualités urbaines et comment ces dernières se transforment-elles à travers le temps et la multiplicité des façons de vivre la ville ? Quelle est en somme l'évolution historique des urbanités en Amérique française ?

Le Congrès s'ouvrira le jeudi 15 octobre à 18 heures à la salle de théâtre Moyses de l'Université McGill, avec la conférence de Joan DeJean, de l'Université de Pennsylvanie. Mme DeJean lancera nos discussions par une présentation portant sur les comportements urbains à Paris au tournant du XVIII^e siècle. Le lendemain, le centre d'attention se déplacera de l'ancienne métropole vers l'Amérique française et les séances qui suivront (le congrès en compte vingt-cinq en tout) nous entraîneront dans des directions très variées. Nous avons notamment invité un panel de cinq historiens à discuter de ce thème dans une séance plénière en adoptant des perspectives différentes. De plus, le vendredi 16 octobre, nous soulignerons la publication chez McGill-Queen's University Press de cinq nouveaux ouvrages qui, de différentes manières, touchent l'expérience urbaine au Québec.

Je remercie vivement mes collègues membres du comité organisateur pour leur travail remarquable, de même que les étudiants bénévoles qui ont généreusement donné de leur temps pour préparer ce Congrès. Émilie Lapierre Pintal, du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), en a imaginé et conçu l'affiche et le site web avec le talent artistique qu'on lui connaît, et s'est montrée toujours prête à y faire rapidement les mises à jour nécessaires. Le coordonnateur de l'IHAF, Jean-François Cantin, a gardé le cap et maintenu le comité organisateur sur le droit chemin par ses indispensables rappels tout en assurant la continuité entre la préparation de cet événement et celle des Congrès passés. Je tiens à remercier également Kathleen Holden, de l'Université McGill, pour son soutien logistique. Merci à ceux et celles qui ont accepté de présider les séances du Congrès pour la discipline avec laquelle ils en assurent le bon déroulement et pour leur générosité intellectuelle. Enfin, en ces temps où le financement pour un événement comme celui-ci est de plus en plus difficile à obtenir, je souhaite exprimer notre reconnaissance à nos nombreux partenaires financiers : la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN), le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), le Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM), le Groupe d'histoire de Montréal (GHM), le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, les départements d'histoire de l'UQAM, de l'UQTR et de l'Université McGill, le bureau du Vice-principal des Relations externes de McGill, le Fonds Maxwell Cummings de la Faculté des Arts de McGill, McGill-Queen's University Press ainsi que le Fonds de développement du doyen de la faculté des arts de McGill.

Bon Congrès !

Jarrett Rudy

Président du 68^e Congrès de l'IHAF

68^e CONGRÈS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE PROGRAMME

JEUDI 15 OCTOBRE 2015

16 H 00 À 20 H 00 Accueil et inscription

Lieu : Rez-de-chaussée, Pavillon des arts, Université McGill

18 H 00 À 19 H 00

Lieu : Le théâtre Moïse, Pavillon des arts, Université McGill

CONFÉRENCE DISTINGUÉE DU FONDS MAXWELL CUMMINGS

Paris 1700 : comportement urbain dans une ville nouvelle

Une conférence de **Joan DeJean** (Université de Pennsylvanie)

Joan DeJean est Trustee Professor à l'Université de Pennsylvanie depuis 1988. Elle est l'auteure de dix ouvrages portant sur la littérature, l'histoire et la culture française des XVII^e et XVIII^e siècles. Sa plus récente publication s'intitule *How Paris Became Paris: The Invention of the Modern City* (Bloomsbury, 2014).

19 H 00 Réception d'ouverture

Lieu : Foyer, Pavillon des arts, Université McGill

VENDREDI 16 OCTOBRE

Lieu : Hôtel Delta - 475 avenue du Président-Kennedy

8 H 00 À 18 H 00 Accueil et inscription

Lieu : Interlude, Hôtel Delta

10 H 00 À 17 H 00 Salon du livre

Lieu : Interlude, Hôtel Delta

8 H 30 À 10 H 00

SÉANCE 1 ANALYSER ET VISUALISER LES PHÉNOMÈNES HISTORIQUES SUR LE TERRITOIRE MONTRÉALAIS

Présidente : **Caroline Durand** (Université Trent)

Lieu : Salle Concerto

*SÉANCE ORGANISÉE EN COLLABORATION AVEC LE
LABORATOIRE D'HISTOIRE DE PATRIMOINE DE MONTRÉAL*

Une infrastructure performante et accessible

Léon Robichaud (Université de Sherbrooke)

*Alimentation, commerce et patrimoine : Une analyse sociale
et spatiale des épiciers du Vieux-Montréal victorien*

Joanne Burgess (UQAM) et **Alan Stewart** (Dawson)

*Les activités de transbordement et d'entreposage de la section
océanique du canal de Lachine : une analyse spatio-temporelle,
1880-1913*

Yvon Gagnon (UQAM)



VENDREDI 16 OCTOBRE - 8 H 30 À 10 H 30 (suite)

SÉANCE 2 CONSOMMATION ET REVENU DES MÉNAGES

Présidente : **Denyse Baillargeon** (Université de Montréal)

Lieu : Salle Beethoven

La question de la pauvreté en milieu ouvrier montréalais : le cas de Pointe-Saint-Charles avant 1930

Gilles Lauzon (historien indépendant)

« La vie froide et ennuyeuse des maisons de pensions » : mode de vie et consommation d'un chambreur urbain au Québec en 1855

Cecile Retg (UQAM)

Critiques montréalaises du consumérisme, 1945-1975

Stéphanie O'Neill (Université de Montréal)

Le pouvoir d'achat des travailleurs salariés québécois depuis le début du 20^e siècle

Jacques Rouillard (Université de Montréal)

et **Jean-François Rouillard** (Université de Sherbrooke)

SÉANCE 3 CATHOLICISME CANADIEN-FRANÇAIS - ICI ET AILLEURS

Présidente : **Catherine Foisy** (UQAM)

Lieu : Salle Tchaikovsky

Éducation et modernisation de la ville de Xuzhou : Les missionnaires jésuites en Chine pendant la première moitié du XX^e siècle

Shenwen Li (Université Laval)

Un feuillet paroissial polémiste : La Bonne Nouvelle du curé Lavergne (1931-1935)

Alexandre Dumas (Université McGill)

La figure de Jeanne d'Arc au Canada français (c1860-c1940) : la catholique, l'héroïne, la sainte

Michel Hébert (UQAM)

Les églises catholiques de Montréal : de la francisation à la patrimonisation

Lyne Bernier (UQAM)

SÉANCE 4 PLANIFICATION URBAINE ET RÉGIONALE

Président : **Julien Prud'Homme** (UQAM)

Lieu : Salle Vivaldi

Je veux mon projet urbain ! Des maires de banlieue en quête d'urbanité ?

Sandra Breux, Maude Cournoyer-Gendron, Pierre J. Hamel, Claire Poitras
et **Gilles Sénécal** (INRS)

Les « experts » dans la cité, Montréal à travers ses pionniers de l'urbanisme (1900-1918)

Gabriel Rioux (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Entre résistance et marginalisation rurale. Le JAL : cas emblématique de l'histoire régionale du Bas-Saint-Laurent

Majella Simard (Université de Moncton)

De la ville épicentre à la ville critiquée : BAEQ et le régime d'historicité au Québec durant les années 1960-1970

Daniel Poitras (CNRS)

10 H 30 À 11 H 00 Pause



VENDREDI 16 OCTOBRE - 11 H 00 À 12 H 00

SÉANCE 5 GOUVERNANCE ET INFRASTRUCTURES MUNICIPALES, 19^e SIÈCLE

Président : **Robert Gagnon** (UQAM)

Lieu : Salle Vivaldi

« Priver toute une classe de son droit à l'existence » : Pétitions et requêtes entourant la construction d'abattoirs municipaux sur l'Île de Montréal

Héloïse Rondeau-Geoffrion (Université de Montréal)

La ville rationalisée. L'exemple montréalais, 1864-1889

Dany Fougères (UQAM)

SÉANCE 6 INSTITUTIONS

Présidente : **Amélie Bourbeau** (Université de Sherbrooke)

Lieu : Salle Tchaïkovsky

Fragments coloniaux, enjeux nationaux et nécessités urbaines : regards sur les configurations ethnolinguistiques et religieuses dans le champ des Œuvres d'assistance aux jeunes et aux familles à Québec, 1830-1970

Johanne Daigle (Université Laval)

La question des adhérents : Les membres de deux associations écossaises à Montréal, 1890-1950

Gillian Leitch (CDCI Research Inc.)

SÉANCE 7 LES RÉBELLIONS VUES DES ÉTATS-UNIS

Président : **Yvan Lamonde** (Université McGill)

Lieu : Salle Concerto

La « Révolution canadienne » à Philadelphie : Philadelphie et le mouvement patriote, 1837-38

Maxime Dagenais (Université de Pennsylvanie)

La « Rébellion » et la République américaine (1837-1842) : une onde de choc révolutionnaire continentale

Julien Mauduit (UQAM)

SÉANCE 8 LA VILLE EN IMAGES

Président : **Brian Young** (Université McGill)

Lieu : Salle Beethoven

Québec vue d'Allemagne durant la Révolution américaine. Une conception socialement déterminée, artistique ou politique de l'urbain

Marjolaine Poirier (UQAM)

Sous le burin de John Henry Walker : représenter le Montréal victorien

Marion Beaulieu (UQAM) et **Joanne Burgess** (UQAM)

12 H 00 À 13 H 30 Dîner



SÉANCE 9 MORALITÉ URBAINE

Président : **Mathieu Lapointe** (Université McGill)

Lieu : Salle Concerto

Sexualité clandestine et espace urbain : rencontres et pratiques homosexuelles à Montréal de 1880 à 1929

Dominic Dagenais (UQAM)

Construire la ville « ouverte » : Montréal durant la prohibition, 1920-1933

Michael Hawrysh (Université de Montréal)

Faire disparaître la jungle : les coupes de la moralité du Mont-Royal, 1954-57

Matthieu Caron (Université de Montréal)

SÉANCE 10 L'ARCHITECTURE ET SON CADRE URBAIN

Président : **Godefroy Desrosiers-Lauzon** (TELUQ)

Lieu : Beethoven

L'entrée fluviale dans l'Amérique francophone d'Ancien Régime, une synecdoque de la ville coloniale

Agueda Iturbe-Kennedy (Université Laval et Université Panthéon-Sorbonne)

Les perspectives visuelles et le développement d'une conception « environnementale » de l'espace urbain à Québec au XIX^e siècle

Marc Grignon (Université Laval)

Architecture intérieure et structure sociale dans les villes du Canada colonial

Rosalie Mercier-Méthé (Université Laval)

SÉANCE 11 SOCIABILITÉ

Président : **Ollivier Hubert** (Université de Montréal)

Lieu : Salle Tchaïkovsky

La réjouissance populaire chez les citoyens de l'Amérique française (1770-1860) : une comparaison entre Québec, Montréal, Détroit, Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans

Mikael Dumont (Université de Montréal)

À l'enseigne du Crédit est mort : Spatialisation des lieux de boires et marqueurs communautaires dans la ville de Québec (1764-1775)

Mathieu Perron (UQTR)

Marcelle Landreau, débutante. Réseau de sociabilité et appropriation de l'espace urbain dans le Montréal des années 1930

Peggy Roquigny (UQAM)

SÉANCE 12 FAIRE CRÉDIT/FAIRE FAILLITE

Président : **Yvan Rousseau** (UQTR)

Lieu : Salle Vivaldi

Complémentarité et dissociation en matière du droit de la faillite : la loi privée du Canada-Est et du Canada-Ouest en dialogue constitutionnel avant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique

Daniel Simeone (Université McGill)

Les petits consommateurs urbains et l'État : la loi des petits prêts de 1939

Sylvie Taschereau (UQTR)

Infrastructure et réseaux de clientèle des magasins généraux avant la confédération : deux études de cas

Béatrice Craig (Université d'Ottawa)

15 H 00 À 15 H 15 Pause

VENDREDI 16 OCTOBRE

15 H 15 À 16 H 45

SÉANCE 13 SÉANCE PLÉNIÈRE « URBANITÉS EN QUESTION »

Président : **Paul-André Linteau** (UQAM)

Lieu : Salle Concerto

SÉANCE PARRAINÉE PAR LE CENTRE DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRE
EN ÉTUDES MONTRÉALAISES (CRIEM) ET LE GROUPE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Sean Mills (Université de Toronto)

Claire Poitras (INRS)

Nicolas Kenny (Université Simon Fraser)

Michèle Dagenais (Université de Montréal)

Léon Robichaud (Université de Sherbrooke)

17 H 00 À 18 H 00 Assemblée générale annuelle de l'Institut

Lieu : Salle Concerto

18 H 00 À 19 H 30 Lancement de livres et vin d'honneur

Lieu : Interlude

VIN D'HONNEUR OFFERT PAR MCGILL-QUEEN'S UNIVERSITY PRESS
ET L'INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes : Gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939* (McGill-Queen's University Press)

Amélie Bourbeau, *Techniciens de l'organisation sociale : La réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)* (McGill-Queen's University Press)

Caroline Durand, *Nourrir la machine humaine : nutrition et alimentation au Québec, 1860-1945* (McGill-Queen's University Press)

Mary Anne Poutanen, *Beyond Brutal Passions : Prostitution in Early Nineteenth-Century Montreal* (McGill-Queen's University Press)

Robert C.H. Sweeny, *Why Did We Choose to Industrialize ? Montréal, 1819-1849* (McGill-Queen's University Press)

19 H 30 Banquet et remise des prix de l'Institut

Lieu : Opus 2

SAMEDI 17 OCTOBRE

Lieu : Hôtel Delta - 475 avenue du Président-Kennedy

8 H 00 À 14 H 00 Accueil et inscription

Lieu : Interlude, Hôtel Delta

10 H 00 À 15 H 30 Salon du livre

Lieu : Interlude, Hôtel Delta

8 H 30 À 10 H 00

SÉANCE 14 TABLE RONDE **LES VILLES COMME THÉÂTRES ET OBJETS DE COMMÉMORATION**

Président : **Yves Frenette** (Université de Saint-Boniface)

Lieu : Salle Concerto

Harold Bérubé (Université de Sherbrooke)

Joanne Burgess (UQAM)

Patrice Groulx (Université Laval)

Alain Roy (Bibliothèque et archives Canada)

SÉANCE 15 **CONSTRUIRE LA VILLE**

Président : **José Igartua** (UQAM)

Lieu : Salle Beethoven

Formation et transformation des villes industrielles du XX^e siècle au Québec : Analyse morphologique comparative de Drummondville et de Shawinigan

Véronique Mondor (Université Laval)

La création de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal : une urbanité recomposée (1960-1964)

Martin Drouin (UQAM)

Naissance d'une « capitalité » : Ottawa, 1860-1865

Nari Shelekpayev (Université de Montréal)

SÉANCE 16 **LA NOUVELLE-FRANCE ET SES HISTORIENS**

Présidente : **Sylvie Dépatie** (UQAM)

Lieu : Salle Tchaïkovsky

« Je m'engage volontairement » : la vie sur un navire corsaire

David Camirand (Université Laval)

Entre ville et campagnes, les subdélégués canadiens, des notables au service de l'intendance (1675-1763)

Sébastien Didier (U. de Rennes 2 et U. de Montréal)

Guy Frégault et Marcel Trudel : regards sur une amitié intellectuelle

François-Olivier Dorais (Université de Montréal)

10 H 00 À 10 H 15 Pause



SAMEDI 17 OCTOBRE - 10 H 15 À 12 H 15

SÉANCE 17 **LES FEMMES ET LA VILLE**

Présidente : **Aline Charles** (Université Laval)

Lieu : Salle Vivaldi

« Les femmes et les villes ne savent plus rire » : le genre de La Nouvelle-Orléans créole, 1865-1900

Marise Bachand (UQTR)

Émotions, urbanité et écrits de soi : itinéraire montréalais de la joie de Marie-Louise Globensky (1864-1919)

Sophie Doucet (UQAM)

SÉANCE 18 **LA CONDITION OUVRIÈRE**

Président : **Martin Petitclerc** (UQAM)

Lieu : Salle Concerto

« I pretend that workingmen should be paid in hard cash and not treated like animals » : condition ouvrière et droit civil durant la transition au capitalisme industriel au Québec

Thierry Nootens (UQTR)

Contre la subordination politique et l'exploitation impitoyable des ouvriers : les Chevaliers du travail, locomotive d'un mouvement social dérangeant, 1885-1893

Peter Bischoff (Université d'Ottawa)

La confluence de la vie militaire et de la production industrielle : les soldats acadiens aux campements du Corps forestier canadien en France, 1917-18

Gregory Kennedy (Université de Moncton)

SÉANCE 19 **DISCOURS SUR LA VILLE ET LA BANLIEUE**

Président : **Claire Poitras** (INRS)

Lieu : Salle Tchaïkovsky

Les taudis de Montréal ; paradoxes matériels et discours social 1896-1938

François Dufaux (Université Laval)

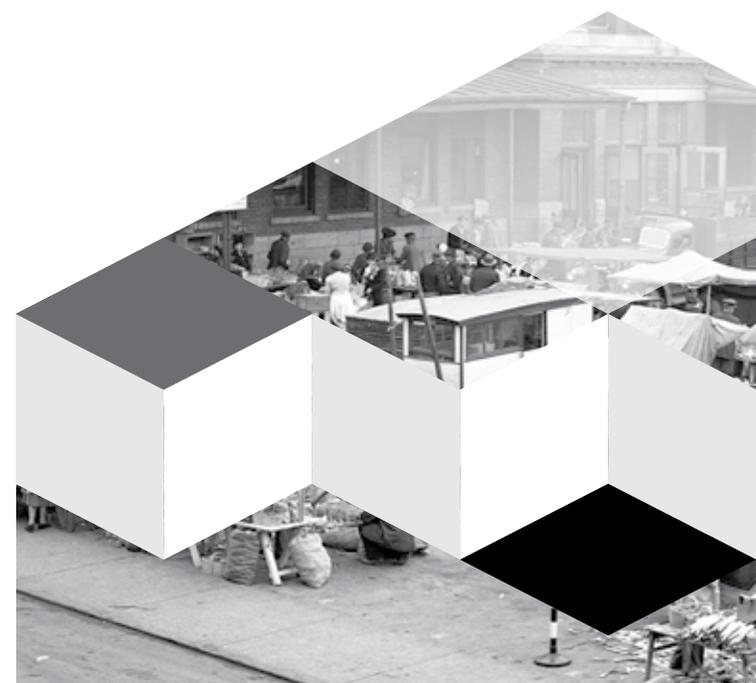
La haine de la ville dans le discours régionaliste canadien-français : le cas de Claude-Henri Grignon (1922-1943)

Ghyslain Hotte (Université d'Ottawa)

(Sub)urbanités : vendre l'idéal suburbain aux Montréalais (1950-1969)

Harold Bérubé (Université de Sherbrooke)

12 H 15 À 13 H 45 Dîner



SAMEDI 17 OCTOBRE - 13 H 45 À 15 H 15

SÉANCE 20 TABLE RONDE **WHY DID WE CHOOSE TO INDUSTRIALIZE ? MONTRÉAL, 1819-1849**
DE ROBERT SWEENEY (MONTRÉAL : MCGILL-QUEEN'S UNIVERSITY PRESS, 2015)

Présidente : **Magda Fahrni** (UQAM)

Lieu : Salle Concerto

Marc St-Hilaire (Université Laval)

Lucia Ferretti (UQTR)

Martin Petitclerc (UQAM)

SÉANCE 21 **ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX URBAINS**

Président : **Daniel Rück** (Université d'Ottawa)

Lieu : Salle Beethoven

« Entre métropolitain et métropole n'y aurait-il que le simple jeu de quelques lettres ? » Représentations des modes de transport collectif à Montréal, 1940-1960

Dale Gilbert (INRS)

Moustiques et insecticides à l'Expo 67 : une nouvelle sensibilité écologique
Yves Tremblay (Min. de la Défense nationale)

Le choix du tout-à-l'automobile à Montréal (1953-1967) : un contexte propice à l'aménagement de l'échangeur Turcot

Alexandre Wolford (Université de Montréal)

SÉANCE 22 **CRIMES ET RÉPRESSION**

Président : **Donald Fyson** (Université Laval)

Lieu : Salle Vivaldi

Mort volontaire, destruction personnelle et autres lieux : la géographie historique des suicides à Montréal, 1901-1971

Isabelle Perreault (U. d'Ottawa) et **Annie Lyonnais** (UQAM)

La régulation des crimes graves par la Cour du banc du Roi de Montréal, 1945-1970

Nathalie Ricard (UQTR)

15 H 15 À 15 H 30 Pause



SAMEDI 17 OCTOBRE - 15 H 30 À 17 H 00

SÉANCE 23 LES IMMIGRANTS FRANÇAIS AU CANADA AU DÉBUT DU 20^e SIÈCLE

Président : **Martin Pâquet** (Université Laval)

Lieu : Salle Concerto

SÉANCE PARRAINÉE PAR LA CHAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE
SUR LA CULTURE D'EXPRESSION FRANÇAISE EN AMÉRIQUE DU NORD (CEFAN)

La colonie française de Montréal, 1894-1914

Paul-André Linteau (UQAM)

*Un pont entre deux villes, le bulletin de l'association La Canadienne
(1902-1914)*

Françoise Le Jeune (Université de Nantes)

Les immigrants français de la Prairie canadienne, 1900-1920

Yves Frenette (Université de Saint-Boniface)

SÉANCE 24 FINANCES MUNICIPALES

Président : **Dany Fougères** (UQAM)

Lieu : Salle Tchaïkovsky

Les finances municipales des villes moyennes québécoises de 1900-1960

Pierre Lanthier (UQTR)

Montréal sous tutelle, 1918-1921

William Gaudry (UQAM)

*Le développement des compétences municipales de taxation
dans la Province du Canada : les exemples de Québec
et de Montréal, 1841-1867*

Jean-François Leblanc (Université Laval)

SÉANCE 25 AUTOMOBILISME, MOBILITÉ ET COMMUNAUTÉ AU QUÉBEC ET EN FLORIDE CANADIENNE-FRANÇAISE

Président : **Dale Gilbert** (INRS)

Lieu : Salle Beethoven

*La concentration et la dispersion de la présence immigrante canadienne-
française en Floride selon les recensements américains (1860-2010)*

Serge Dupuis (Université Laval)

*La Floride pour qui ? Matériaux pour une histoire du développement
des communautés-hôtes*

Godefroy Desrosiers-Lauzon (TELUQ)

La révolution de l'automobilisme dans la région de Québec (1890-1960)

Étienne Faugier (Université de Neuchâtel)





RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS



SÉANCE 1 ANALYSER ET VISUALISER LES PHÉNOMÈNES HISTORIQUES SUR LE TERRITOIRE MONTRÉALAIS

Présidente : **Caroline Durand** (Université Trent)

Lieu : Salle Concerto

SÉANCE ORGANISÉE EN COLLABORATION AVEC LE LABORATOIRE D'HISTOIRE DE PATRIMOINE DE MONTRÉAL

***Problématique de la séance :** Au moment où des chercheurs en sciences humaines s'inscrivent dans le tournant géospacial (spatial turn), de nouveaux outils sont nécessaires pour rendre cette approche plus accessible, notamment aux historiens. Dans le cadre de cette séance, nous présenterons les résultats de recherche obtenus à partir d'une nouvelle infrastructure nuagique adaptée aux besoins de Montréal, plaque tournante des échanges : histoire, patrimoine, devenir, un partenariat de recherche financé par le CRSH.*

Une infrastructure performante et accessible

Léon Robichaud (Université de Sherbrooke)

De nombreux outils cartographiques en ligne sont maintenant disponibles. Gratuits ou nécessitant un abonnement, les données sont généralement hébergées sur des serveurs appartenant à une entité corporative, généralement située aux États-Unis. Des chercheurs universitaires peuvent souhaiter éviter d'utiliser de tels outils, mais une équipe d'historien ne peut prétendre développer une infrastructure robuste, sécurisée et performante. Nous avons donc acquis une solution basée sur les logiciels libres hébergés sur des serveurs universitaires à partir de laquelle nous pouvons gérer, analyser et visualiser des données diverses. Bien que le projet soit centré sur des phénomènes montréalais, il est possible de changer d'échelle et d'analyser les flux de marchandises ou de migrations permettant d'observer le rôle de plaque tournante joué par Montréal pendant la période étudiée.

Alimentation, commerce et patrimoine : Une analyse sociale et spatiale des épiciers du Vieux-Montréal victorien

Joanne Burgess (UQAM) et **Alan Stewart** (Dawson)

Cette communication rend compte d'un volet d'un projet plus vaste visant à documenter les acteurs économiques du Vieux-Montréal, afin notamment d'enrichir la connaissance des activités commerciales de la métropole et de contribuer à la mise en valeur du riche patrimoine du site patrimonial de Montréal (autrefois l'arrondissement historique du Vieux-Montréal). L'analyse porte sur un secteur névralgique du commerce, soit l'épicerie, pour en examiner les multiples composantes et spécialisations et pour tracer un portrait de l'évolution sociale et spatiale des sociétés qui y sont actives entre 1850 et 1880. La recherche fait appel à un éventail diversifié de matériaux et repose sur le croisement de sources sérielles (rôles d'évaluation et annuaires Lovell notamment) et cartographiques.

SÉANCE 2 CONSOMMATION ET REVENU DES MÉNAGES

Présidente : **Denyse Baillargeon** (Université de Montréal)

Lieu : Salle Beethoven

La question de la pauvreté en milieu ouvrier montréalais : le cas de Pointe-Saint-Charles avant 1930

Gilles Lauzon (historien indépendant)

Les conditions de vie dans les quartiers ouvriers anciens sont généralement présentées dans la littérature historiographique comme mauvaises, donc indissociables de la pauvreté. Pour éviter de trop sombrer dans le misérabilisme, les travaux les plus avancés présentent les acteurs historiques en action, mais le portrait reste globalement sombre. *L'ouvrage Pointe-Saint-Charles : L'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930*, présente les résultats d'une approche différente. Il s'appuie notamment sur des histoires de familles, sur le bâti et sur un large échantillon tiré du recensement de 1921. Dans le cadre de la communication, nous nous demanderons plus spécifiquement dans quelle mesure il est possible de cerner le phénomène de la pauvreté et, par conséquent, son importance relative dans le quartier et dans chaque grande communauté culturelle, la population ouvrière y étant composée de protestants britanniques, de catholiques irlandais, de francophones mariés au Québec et d'immigrants de l'Europe de l'Est.

« La vie froide et ennuyeuse des maisons de pensions » : mode de vie et consommation d'un chambreur urbain au Québec en 1855

Cecile Retg (UQAM)

Dans un contexte de migration et d'installation en ville, la pension représente un sas pour le nouvel arrivant, une « famille de substitution » (Modell et Hareven, 1973 ; Katz, 1975). Vivre en pension constitue ainsi une expérience et un mode de vie spécifique. En abordant la question de la consommation d'un chambreur particulier, Antoine Gérin-Lajoie, cette communication cherchera à contribuer à l'avancement des connaissances sur le mode de vie des pensionnaires en milieu urbain au XIX^e siècle. Grâce à l'analyse des sources comptables d'Antoine Gérin-Lajoie pour l'année 1855 (comptes et inventaire des biens mobiliers), nous pourrons en effet présenter un portrait d'ensemble, quantitatif (budget) et qualitatif (comportement) de la consommation de ce personnage. En outre, dans le cadre d'une réflexion sur les « urbanités », nous examinerons les ancrages spatiaux de la consommation de Gérin-Lajoie en délimitant ses espaces de consommation (magasins, restaurants, salles de spectacles, maisons privées, etc.). On verra ainsi que ce consommateur évolue entre plusieurs « urbanités », et plusieurs villes, notamment, Montréal et Québec.

SÉANCE 2 CONSOMMATION ET REVENU DES MÉNAGES (SUITE)

Présidente : **Denyse Baillargeon** (Université de Montréal)

Lieu : Salle Beethoven

Critiques montréalaises du consumérisme, 1945-1975

Stéphanie O'Neill (Université de Montréal)

Les foudres que la société de consommation de masse s'est attirées pendant l'après-guerre, sous la plume d'auteurs comme Betty Friedan et Vance Packard aux États-Unis ou Jean Baudrillard en France, sont bien connues. À Montréal aussi, au cours de la période de prospérité surnommée « les Trente Glorieuses », maintes voix s'élèvent pour critiquer la société d'abondance et lutter contre ses tares présumées. Les singularités de la ville, notamment les particularités urbaines de l'influence de l'Église catholique, et les clivages économiques calqués sur les lignes de faille ethnico-linguistiques colorent ces discours et leurs manifestations dans l'espace public. Le rejet des valeurs de la classe moyenne par la nébuleuse de la contre-culture, les diatribes des cercles catholiques et nationalistes contre le « matérialisme ambiant », les dénonciations de l'exploitation des travailleurs-consommateurs par le milieu syndical et la contestation radicale, marginale et parfois violente, du consumérisme et du capital constituent en effet autant de phénomènes influencés par le contexte montréalais ou qui lui sont propre. En m'appuyant sur une analyse des périodiques en circulation à l'époque, je propose donc de me pencher sur l'expression, les transformations et les spécificités de ces critiques de la consommation de masse à Montréal entre 1945 et 1975.

Le pouvoir d'achat des travailleurs salariés québécois depuis le début du 20^e siècle

Jacques Rouillard (Université de Montréal) et **Jean-François Rouillard** (Université de Sherbrooke)

Notre communication consistera à mesurer l'augmentation des salaires moyens au Québec afin de déterminer dans quelle mesure les salariés ont pu profiter de la croissance industrielle. Notre analyse est basée sur les statistiques colligées par le ministère fédéral du Travail et par Statistique Canada qui établissent les salaires horaires et hebdomadaires moyens depuis 1900. Nous mettrons en rapport ces données avec l'indice des prix à la consommation afin de déterminer le salaire réel des travailleurs et travailleuses de 1900 à 2010. Nous pourrions ainsi évaluer dans quelle mesure les travailleurs ont pu améliorer véritablement leur pouvoir d'achat et parvenir à un meilleur niveau de vie. Nous serons sensibles à établir les périodes de croissance ou de recul des salaires réels et à expliquer ces variations.

De plus, nous mettrons en rapport les salaires hebdomadaires avec la durée moyenne de travail afin de déterminer quand les travailleurs ont préféré raccourcir leur semaine de travail plutôt que de bénéficier d'un meilleur salaire hebdomadaire. Nous ferons également une comparaison avec les salaires moyens établis pour l'ensemble du Canada dans le but de déterminer si la croissance des salaires au Québec évolue au même rythme que dans les autres provinces canadiennes. Enfin, nous évaluerons s'il y a un lien entre la croissance des salaires et l'augmentation de la productivité du travail.

SÉANCE 3 CATHOLICISME CANADIEN-FRANÇAIS - ICI ET AILLEURS

Présidente : **Catherine Foisy** (UQAM)

Lieu : Salle Tchaikovsky

Éducation et modernisation de la ville de Xuzhou : Les missionnaires jésuites en Chine pendant la première moitié du XX^e siècle

Shenwen Li (Université Laval)

Pendant que des immigrants chinois s'installaient à Montréal et à Québec durant la première moitié du XX^e siècle, une centaine de missionnaires jésuites québécois partaient pour la Chine, surtout pour Xuzhou, région stratégique, située à l'est de ce pays, et qui compte aujourd'hui environ 10 millions d'habitants. Ces missionnaires y prêchaient le christianisme et participaient, en même temps, par le biais de nombreuses écoles qu'ils ont fondées et de nombreux élèves qu'ils ont formés, au mouvement de modernisation socioculturelle de la région, notamment de la région urbaine de Xuzhou. Curieusement, le rôle si important de ces missionnaires québécois en Chine est très peu connu, tant au Québec et au Canada qu'en Chine. Afin de faire connaître cette histoire, au cours des dernières années, j'ai consulté de nombreux documents laissés par ces missionnaires, notamment les documents conservés aux Archives des jésuites du Canada (Montréal) et j'ai visité, à Xuzhou, des églises et des écoles érigées par ces missionnaires. J'ai également rencontré des responsables et des chrétiens du diocèse de Xuzhou d'aujourd'hui. Cette recherche m'amène à présenter cette communication qui aura pour objectif d'étudier la contribution significative des jésuites québécois à l'éducation et à la modernisation socioculturelle de la région de Xuzhou.

Un feuillet paroissial polémiste : La Bonne Nouvelle du curé Lavergne (1931-1935)

Alexandre Dumas (Université McGill)

Au 20^e siècle, le bulletin paroissial est pour l'Église catholique un puissant outil d'encadrement des fidèles en paroisse urbaine. Tous les bulletins ne présentaient pourtant pas un contenu entièrement fidèle à la doctrine sociale de l'Église. *La Bonne Nouvelle*, bulletin paroissial de Notre-Dame-de-Grâce de Québec, est une feuille polémiste responsable de plusieurs accrochages entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Par rapport à d'autres périodiques catholiques, ce bulletin présente la particularité d'avoir résisté pendant quatre ans aux plaintes répétées du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau, tout en ignorant les mises en garde continues du cardinal Villeneuve, archevêque de Québec. Comment expliquer qu'un périodique contesté par de si hautes instances ait pu survivre aussi longtemps ? La présente communication vise à mieux comprendre les mécanismes de la discipline ecclésiastique et la façon dont elle a pu être affectée par les rapports entre l'Église et l'État.

SÉANCE 3 CATHOLICISME CANADIEN-FRANÇAIS - ICI ET AILLEURS (SUITE)

Présidente : **Catherine Foisy** (UQAM)

Lieu : Salle Tchaikovsky

La figure de Jeanne d'Arc au Canada français (c1860-c1940) : la catholique, l'héroïne, la sainte

Michel Hébert (UQAM)

De nombreux travaux récents ont montré à quel point la figure de Jeanne d'Arc, déjà complexe et difficile d'interprétation au XV^e siècle, avait été instrumentalisée par différents courants religieux et politiques dans la France contemporaine. Pour l'historien Philippe Contamine, elle serait même « le personnage le plus important du catholicisme français de 1890 à 1920 ». Qu'en est-il de cette figure dans le Canada de la fin du XIX^e et des premières décennies du XX^e siècle ? Héroïne d'abord des religieux français persécutés par la république anticléricale, elle devient aussi un repère important de l'idéologie de la survie nationale au Canada français, un pilier de la lutte contre le règlement 17 en Ontario, une source d'inspiration pour les premiers cercles féminins, avant que de connaître, après sa canonisation (1920), un rayonnement aussi spectaculaire (le prénom Jeanne-d'Arc, la fondation de neuf paroisses) qu'éphémère. S'inspirant des travaux récents de Patrice Groulx sur Dollard des Ormeaux ou de Serge Joyal sur Napoléon, cette communication se voudrait préliminaire à une étude plus vaste de la réception d'une figure historique à la fois proche et lointaine, largement oubliée de notre historiographie nationale.

Les églises catholiques de Montréal : de la francisation à la patrimonisation

Lyne Bernier (UQAM)

Depuis sa fondation, la présence religieuse marque indéniablement Montréal ; son paysage urbain est ainsi porteur d'une identité distinctive. Les églises et les bâtiments à caractère religieux catholiques et leurs sites forment effectivement une part importante de son paysage construit ; ils génèrent du sens et ancrent des valeurs symboliques. Ils ont été déterminants dans la structuration du territoire montréalais en plus de contribuer à forger l'identité de la plus grande ville francophone en Amérique du Nord. Cette communication, issue de notre thèse de doctorat, propose que la diffusion du catholicisme ait été tributaire de la constitution d'un réseau paroissial dense qui s'est déployé au lendemain du démembrement de Notre-Dame, alors la seule paroisse du territoire urbanisé. Et d'autre part, le foisonnement des œuvres des congrégations religieuses a permis de consolider l'action catholique dans des quartiers marqués par une forte présence anglicane et protestante. Depuis, la multiplication des églises a façonné cette géographie religieuse unique qui témoigne en outre des mécanismes à la base des phases d'urbanisation de la métropole du Québec. Par conséquent, il était essentiel de saisir ce qui distinguait l'architecture des églises catholiques dans ce contexte de rivalité interconfessionnelle qui multipliait les modèles. Aujourd'hui, la conservation et la mise en valeur de ce patrimoine bâti constituent des enjeux fondamentaux de la pratique urbanistique. La privatisation de plusieurs de ces sites et leur affectation à des usages peu appropriés pour soutenir leurs valeurs symboliques et patrimoniales initiales peuvent miner la capacité de faire sens du paysage urbain en oblitérant un certain nombre de repères qui permettaient autrefois sa compréhension.

SÉANCE 4 PLANIFICATION URBAINE ET RÉGIONALE

Président : **Julien Prud'Homme** (UQAM)

Lieu : Salle Vivaldi

Je veux mon projet urbain ! Des maires de banlieue en quête d'urbanité ?

Sandra Breux, Maude Cournoyer-Gendron, Pierre J. Hamel, Claire Poitras et Gilles Sénécal (INRS)

Qu'est devenue la banlieue à l'ère de l'urbain généralisé ? Comment se déploie l'urbanité dans un contexte où le modèle traditionnel d'une ville-centre dense et diverse entourée d'une banlieue-dortoir — c'est-à-dire, où on trouve plus de lits que d'emplois — homogène sur les plans social et fonctionnel ne reflète plus la réalité ? Depuis les années 1980, les chercheurs en études urbaines ont proposé plusieurs concepts pour définir et caractériser l'après-banlieue (*technoburb, postsuburbia, penurbia, edge city, edgeless city*, ville lisière, ville territoire, etc.). Est-ce que les villes québécoises — et en particulier celles de la région métropolitaine de Montréal — correspondent à ces nouveaux modèles ? Quel type d'urbanité y prend forme dans un contexte qui, par définition, en est dépourvu ? S'appuyant sur une recherche visant à analyser la manière dont les maires de la région de Montréal ont négocié la capacité d'aménager de nouveaux projets urbains sur leur territoire, cette communication met en lumière les dynamiques politiques métropolitaines ayant marqué l'histoire récente des villes et qui émanent dans un contexte où les principales caractéristiques de l'urbanité, comme la densité de population, la proximité, ou encore la diversité sociale et fonctionnelle, font l'objet d'une redéfinition dans un contexte suburbain et périurbain.

Les « experts » dans la cité, Montréal à travers ses pionniers de l'urbanisme (1900-1918)

Gabriel Rioux (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

À l'aube du XX^e siècle, une partie de l'élite montréalaise a reconnu que la croissance urbaine pouvait être mieux conduite sous la direction du *planning* ou, terme apparu plus récemment, de l'urbanisme. Cette communication retrace la contribution de nouveaux spécialistes de l'urbain et de leurs alliés pour préparer l'avènement d'une métropole moderne et prospère. Alors que plusieurs travaux ont privilégié l'étude des formes d'intervention durant les trente glorieuses ou dénoncé les conséquences d'une absence de volonté politique pour combattre les désordres de la grande ville industrielle, nos recherches portent sur les formes sociales d'appartenance et proposent de considérer les relations complexes qui se nouent autour de l'urbanisme naissant pour faire l'histoire d'acteurs collectifs. Les discours accumulés sur les conditions pathologiques de la vie urbaine ont mis en relief une interprétation quant au rapport étroit entre l'environnement et les comportements. Les experts s'estimaient d'ailleurs capables de rendre matériellement le concept culturel de cité, où la totalité l'emporte sur les individus, et où la citoyenneté s'acquiert par le devoir.

SÉANCE 4 PLANIFICATION URBAINE ET RÉGIONALE (SUITE)

Président : **Julien Prud'Homme** (UQAM)

Lieu : Salle Vivaldi

Entre résistance et marginalisation rurale. Le JAL : cas emblématique de l'histoire régionale du Bas-Saint-Laurent

Majella Simard (Université de Moncton)

Le cas du JAL a profondément marqué l'histoire du Bas-Saint-Laurent, voire du Québec. S'inscrivant dans le cadre des Opérations-Dignité, il s'agissait d'un mouvement mis en place par l'Église catholique et issu du regroupement de trois municipalités (St-Juste-du-Lac, Auclair et Lejeune) considérées comme « marginales » au plan socio-économique et, par conséquent, condamnées à la fermeture. L'un des objectifs poursuivis consistait à élaborer un plan d'action visant à donner un second souffle aux activités relevant de l'industrie forestière dans la perspective d'un aménagement intégré et adoptant les principes du développement communautaire. Quelles sont les retombées de ce mouvement social 40 ans plus tard ? Les initiatives sociales mises en oeuvre au cours des quatre décennies sont-elles parvenues à faire contrepoids aux problèmes structurels qui affectent la MRC du Témiscouata en général et la région du JAL en particulier ? Ont-elles réussi à enclencher une véritable dynamique de développement territorial ? Comment les acteurs sociaux perçoivent-ils cette dynamique qui, somme toute, reste fragile eu égard à l'évolution des principaux indicateurs socio-économiques ? Telles sont les principales questions auxquelles cette communication tentera de répondre et dont l'objectif consiste à évaluer, sous l'angle des représentations sociales, la trajectoire évolutive de la dynamique de développement territorial du JAL au cours des quatre dernières décennies. Le cadre théorique repose sur les modèles de renforcement des capacités d'apprentissage et de l'économie sociale auquel viendront se greffer les concepts d'innovation sociale, de leadership et d'empowerment. Au plan méthodologique, la démonstration des résultats est effectuée à partir d'entrevues semi-dirigées réalisées auprès des acteurs locaux et régionaux ainsi que de résidents ayant connu l'époque du JAL. Leurs propos sont mis en exergue avec l'évolution des principaux indicateurs socio-économiques à partir des différents recensements de Statistique Canada.

De la ville épicentre à la ville critiquée : BAEQ et le régime d'historicité au Québec durant les années 1960-1970

Daniel Poitras (CNRS)

Après la faillite des initiatives pour « repeupler les campagnes » et suite à la modernisation du Québec, les milieux urbains ont cessé d'être démonisés dans les discours des nouveaux intellectuels. Au cours des années 1950 et 1960, plusieurs d'entre eux ont constaté que le Québec devait miser sur la ville comme pôle économique et comme creuset de culture et de pluralisme pour effectuer son « rattrapage » et sortir de ses vieux mythes. La *ville*, et particulièrement Montréal, en sont venus à symboliser, géographiquement, ces pôles où devaient se concentrer non seulement les ressources, mais également les décisions collectives. Quelques années plus tard, à la suite de politiques « rationalisantes » et planificatrices de l'État, cette concentration dans la ville sera associée à une ambition technocratique démesurée et vivement critiquée, alors que le « régionalisme » est en pleine résurgence. Deux revues d'idées, *Cité libre* et *Maintenant*, ont joué un rôle important dans la valorisation et dans la critique de cette ville épicentre, la première en martelant le retard du Québec, associé au ruralisme, et la seconde, le danger de sa perte dans une modernisation anonyme. Je propose d'étudier l'articulation de la *ville* (ou de la *région*) et de la *temporalité* de ces deux revues en posant la question : quelle place occupait la paire ville / région dans la façon de se projeter dans l'horizon d'attente et quelles transformations repère-t-on au cours des années 1960 et 1970 ?

Je me pencherai particulièrement, à l'aide de ces revues, sur une entreprise étatique, largement oubliée aujourd'hui, le Bureau d'Aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ), issu de la volonté planificatrice de l'État et inspirée notamment du modèle français (centralisateur). On connaît la suite de l'histoire : le BAEQ forcera l'évacuation de plusieurs villages afin de rationaliser l'aménagement du territoire, ce qui déclenchera des opérations citoyennes locales pour contester cet interventionnisme dit technocratique et réclamer plus d'autonomie pour les régions. Le BAEQ, selon l'interprétation donnée à l'époque, aurait abusé de son pouvoir, révélant ainsi le dérapage de la modernisation à la québécoise. Mais une autre approche est possible, qui cherche à remettre en question cette perspective « internaliste » qui considère la « Révolution tranquille » (ses succès et ses échecs) comme cause ultime de ce qui s'est passé par la suite. *Cité libre* et *Maintenant*, en réunissant parmi les intellectuels les plus influents à l'époque et en se voulant des laboratoires d'idées afin de penser l'avenir et le passé, sont des vecteurs importants pour cerner, simultanément, comment la ville est un enjeu local renvoyant à l'histoire québécoise et un enjeu global nécessitant son insertion dans un régime d'historicité plus large. La valorisation et la critique du BAEQ renvoient, dans ce cas-ci, au passage d'un horizon d'attente de type prométhéen à la remise en cause radicale, au tournant des années 1970, de la téléologie inspirée d'un certain modèle de progrès occidental.

SÉANCE 5 GOUVERNANCE ET INFRASTRUCTURES MUNICIPALES, 19^e SIÈCLE

Président : **Robert Gagnon** (UQAM)

Lieu : Salle Vivaldi

« Priver toute une classe de son droit à l'existence » : Pétitions et requêtes entourant la construction d'abattoirs municipaux sur l'Île de Montréal

Héloïse Rondeau-Geoffrion (Université de Montréal)

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'administration municipale de Montréal met en place de nombreuses institutions, commissions et réglementations afin de mieux encadrer les conditions d'existence de ses citoyens. Passant de la construction de nouveaux marchés publics et de la rénovation et spécialisation des marchés préexistants, à la mise en place d'un système global d'aqueduc, l'administration municipale se montre plus qu'active dans le domaine des travaux publics. Dès 1866, la Commission des marchés publics met en place divers projets et évaluations afin de mener à la construction d'abattoirs municipaux à l'extérieur des limites de la cité, tout en prohibant la présence d'abattoirs privés sur son territoire. Toutefois, la construction de ces abattoirs municipaux ne se fera pas sans heurts, notamment chez les bouchers. Ceux-ci rédigent de nombreuses requêtes et pétitions afin de conserver leurs droits acquis en matière d'abatage et de freiner ce « monopole dangereux pour l'écrasement de toute une classe de contribuables et de citoyens ». Cette présentation fera l'état des diverses négociations qui auront lieu entre l'administration municipale et cette classe de bouchers entre 1860 et 1885. Quelles sont les motivations de l'administration municipale ? Quelles sont les requêtes des bouchers ? Comment le gouvernement municipal réussit-il à imposer son modèle d'abattoir, tout en incorporant les requêtes des bouchers ? Comment ce débat entourant « la question des abattoirs » nous permet-il de mieux comprendre la question de la gouvernance municipale durant la seconde moitié du XIX^e siècle ? Voilà les principales questions à la base de cette communication.

La ville rationalisée. L'exemple montréalais, 1864-1889

Dany Fougères (UQAM)

En 1864, le législateur accorde de nouveaux pouvoirs d'aménagement à Montréal. Penser et construire la ville prennent alors une tout autre dimension : pouvoir d'emprunts et pouvoir d'expropriation revus, mesures de planification adoptées, expansion des limites municipales pour causes administrative et/ou de villégiature, etc. Comment se traduit dans la pratique municipale effective la mise en œuvre de ces nouveaux pouvoirs ? Peut-on parler d'un réel dessein urbanistique, voire de désir d'une urbanité ? L'analyse de cette loi et des actions municipales qui s'en suivent (jusqu'aux projets d'élargissement des rues Notre-Dame, de la Commune et du boulevard Saint-Laurent en 1889) permettent de prendre « la mesure des intentions urbaines » au cœur du XIX^e siècle. Lors de notre présentation, nous démontrerons que l'objectif d'une ville rationnelle est alors sur la table des élus municipaux.

SÉANCE 6 INSTITUTIONS

Présidente : **Amélie Bourbeau** (Université de Sherbrooke)

Lieu : Salle Tchaikovsky

Fragments coloniaux, enjeux nationaux et nécessités urbaines : regards sur les configurations ethnoлингuistiques et religieuses dans le champ des Œuvres d'assistance aux jeunes et aux familles à Québec, 1830-1970

Johanne Daigle (Université Laval)

Le vaste champ des œuvres sociales, examiné sous l'angle des organismes d'assistance aux jeunes et aux familles présents dans toute communauté, fait intrinsèquement partie du paysage urbain. Il en épouse les contours et en révèle les particularités en ouvrant largement sur ce qu'il est convenu d'appeler la société civile. La ville de Québec représente un cas d'espèce peu étudié. L'observation d'Alexis de Tocqueville dans les années 1830, s'étonnant de la propension des Américains à former des associations dès qu'il s'agissait de s'organiser, en l'absence d'un État fort, vaut-elle pour la ville de Québec, alors porte d'entrée de l'Amérique britannique ? Dans la foulée des restructurations et développements de la toile des services à travers les migrations, les épidémies, les incendies, les poussées industrielle et urbaine, les crises, la prégnance des églises et la montée de l'État-providence, cette communication s'intéresse aux variations des frontières ethnico religieuses et linguistiques entre les années 1830 et les années 1970, soit de la restructuration du champ lors des vagues de migration massive aux transformations issues de l'étatisation des services sociaux dans la province. Derrière les fractures convenues entre franco-catholiques et anglo-protestants, l'analyse éclaire plus largement les fragments de modèles hérités du passé colonial (français et anglais), l'incidence d'enjeux nationaux et les possibilités du milieu urbain. Nous insisterons sur les logiques du champ et les zones d'intersection à travers des exemples de réseaux et d'œuvres singulières (Ladies' Protestant Home, Orphelinat d'Youville, Saint-Brigid's Home, etc.) reconstitués à partir d'archives provenant d'associations, de l'archevêché, de l'Anglican Diocese, etc.

La question des adhérents : Les membres de deux associations écossaises à Montréal, 1890-1950

Gillian Leitch (CDCI Research Inc.)

La St Andrew's Society (fondée en 1835) et la Caledonian Society (1856-c. 1974) ont été deux des associations écossaises les plus visibles à Montréal aux XIX^e et XX^e siècles. Chaque groupe s'est distingué par ses activités et ses buts. Dans la communauté écossaise, les membres se sont vus divisés selon leurs classes socioéconomiques : la St Andrew's Society pour les élites et la Caledonian Society pour les autres.

Cette communication présentera une analyse et une comparaison des listes d'adhésion des deux sociétés. Une liste complète du *membership* existe pour la St Andrew's Society depuis sa fondation, et depuis 1890 pour la Caledonian Society. Qui sont les membres, quel était le type de leur adhésion (honorifique, à vie, régulière, associée), où résidaient-ils et quelles sont les incidences des doubles adhésions ? Nous démontrerons comment le *membership* de ces associations nationales (et ethniques) écossaises ont variés et nous testerons les limites de la théorie voulant que la division entre les classes a orienté l'adhésion à ces associations.

SÉANCE 7 LES RÉBELLIONS VUES DES ÉTATS-UNIS

Président : **Yvan Lamonde** (Université McGill)

Lieu : Salle Concerto

La « Révolution canadienne » à Philadelphie : Philadelphie et le mouvement patriote, 1837-38

Maxime Dagenais (Université de Pennsylvanie)

À la suite des événements de 1837, plusieurs patriotes ont trouvé refuge dans des villes frontalières américaines. De là, certains voyagèrent vers les grandes métropoles, dont Philadelphie, à la recherche de soutien financier et militaire. Toutefois, nous savons très peu de chose sur la réaction de Philadelphie aux patriotes (et aux rébellions en général) si ce n'est que ceux-ci partirent déçus et les mains vides. À la suite des premiers coups de feu de la Rébellion de 1837, la ville de Philadelphie fut complètement captivée par ce que plusieurs locaux appelèrent la « Révolution canadienne » : les journaux de la ville publièrent de nombreux éditoriaux et débattirent de la position du gouvernement fédéral, tandis que d'autres organisèrent des manifestations en faveur des patriotes. Cette présentation fournira la première analyse approfondie des attitudes de Philadelphie au mouvement patriote et tentera d'expliquer pourquoi ils partirent les mains vides.

La « Rébellion » et la République américaine (1837-1842) : une onde de choc révolutionnaire continentale

Julien Mauduit (UQAM)

Divers historien(ne)s insistent depuis les années 1990 pour analyser conjointement les deux Canadas, en faire un seul et unique phénomène, mais également pour insérer les événements dans le contexte politique transatlantique. Étudier la tentative de révolution canadienne dans son cadre nord-américain s'intègre à ce renouvellement de l'historiographie. En portant le regard sur les dimensions continentales des événements entre 1837 et 1842, l'idée et le terme de « Rébellions » apparaissent réducteurs. L'impact des révolutionnaires canadiens au sein de la république voisine est profond. Leur esprit subversif nourrit une vive contestation des autorités de la République. L'alliance des radicaux nord-américains contre les autorités anglaises et américaines accompagne le projet révolutionnaire canadien. Cette convergence politique apparaît même comme une onde de choc révolutionnaire à l'échelle du continent. Afin d'exposer le poids politique des patriotes canadiens aux États-Unis, nous nous arrêterons sur l'élection présidentielle de 1840 puis sur le Traité Webster-Ashburton. Ainsi, nous démontrerons que la défaite du président Martin Van Buren, en 1840, découle en grande partie de son opposition aux révolutionnaires canadiens. Le sens politique du traité de paix de 1842 sera également interprété dans son rapport à l'agitation révolutionnaire. En somme, l'image de « rébellions » localisées, marginales, perçues comme un accident de l'histoire, entre en contradiction avec l'étude de la crise politique au sein de la République américaine, directement alimentée par la tentative de révolution canadienne de 1837.

SÉANCE 8 LA VILLE EN IMAGES

Président : **Brian Young** (Université McGill)

Lieu : Salle Beethoven

Québec vue d'Allemagne durant la Révolution américaine. Une conception socialement déterminée, artistique ou politique de l'urbain

Marjolaine Poirier (UQAM)

L'aspect ouvert et lisible de l'imagerie urbaine des villes est un leurre. Les représentations du paysage bâti articulent des constructions culturelles, symboliques et politiques ancrées dans leur contexte d'apparition. C'est le cas de cinq vues d'optique créées au XVIII^e siècle et ayant comme sujet la ville de Québec. Produites par deux graveurs bavarois n'ayant jamais mis les pieds en Amérique, Franz Xavier Habermann et Frederic Balthasar Leizelt, ces estampes ne s'inspirent pas directement des modèles déjà en circulation, et ce, qu'ils soient anglais ou français. Elles déploient une vision stéréotypée de la colonie laurentienne qui est déterminée par des caractéristiques médiales et le contexte de production. C'est à ces conditions d'émergence liées directement dont il sera question dans la communication que nous proposons.

Sous le burin de John Henry Walker : représenter le Montréal victorien

Marion Beaulieu (UQAM) et **Joanne Burgess** (UQAM)

Les estampes produites par le graveur sur bois John Henry Walker entre 1850 et 1885 sont abondamment utilisées pour illustrer des publications historiques traitant de Montréal. Or, à l'exception de ses caricatures, on s'est peu intéressé à l'œuvre de l'artisan-graveur. Cette communication s'appuie sur le travail de documentation d'un ensemble de gravures de J.H. Walker, un projet mené en collaboration avec le Musée McCord. Notre recherche se concentre précisément sur le cadre bâti et les paysages urbains représentés par cet illustrateur.

Cette présentation vise deux objectifs. L'analyse fine de près de 300 gravures d'édifices publics et d'immeubles commerciaux et industriels réalisées par J.H. Walker nous permettra d'abord de cerner quelle est cette ville qui y est représentée. Nous nous intéresserons ensuite à la genèse de ces représentations du Montréal victorien. L'analyse de l'autobiographie du graveur, de journaux et de publications diverses, de photographies et de documents cartographiques éclairera en effet tant le contexte de production de ces estampes que leurs moyens de diffusion.

SÉANCE 9 MORALITÉ URBAINE

Président : **Mathieu Lapointe** (Université McGill)

Lieu : Salle Concerto

Sexualité clandestine et espace urbain : rencontres et pratiques homosexuelles à Montréal de 1880 à 1929

Dominic Dagenais (UQAM)

Le développement capitaliste et l'urbanisation que connaît Montréal à la fin du XIX^e siècle favorisent l'émergence d'espaces de sociabilité homosexuelle. En dépit d'un durcissement des lois criminalisant les rapports homoérotiques et le déploiement de stratégies policières de plus en plus ciblées, des espaces urbains sont investis par des hommes en quête de rencontres et de rapports homosexuels. À l'instar de ce qu'ont démontré les travaux de George Chauncey pour New York, Steven Maynard pour Toronto et Peter Boag pour Portland (Oregon), des théâtres, cinémas, commerces, squares, parcs, ruelles et toilettes publiques du centre-ville de Montréal constituent les lieux de rencontre et de sexualité immédiate privilégiés par les sous-cultures homosexuelles émergentes. S'appuyant principalement sur les dossiers de la Cour du Recorder, de la Cour des Sessions de la paix et de la Cour du Banc du Roi, cette communication vise ainsi à démontrer que loin d'être cantonnés à la seule sphère privée, les hommes à la recherche de relations homoérotiques trouvent ainsi dans la ville des espaces de sociabilité qui favoriseront l'éclosion d'une communauté homosexuelle naissante.

Construire la ville « ouverte » : Montréal durant la prohibition, 1920-1933

Michael Hawrysh (Université de Montréal)

Au début des années 1920, Montréal se trouve dans une situation assez unique alors qu'elle est la plus grande et l'une des rares villes en Amérique du Nord non régie par une loi sur la prohibition de l'alcool. Cette conjoncture aura plusieurs impacts sur le développement de la ville, notamment en stimulant la croissance de la vie nocturne et de l'industrie touristique en réponse à l'afflux de « touristes de liqueurs » en visite à Montréal pour des vacances bien arrosées. Dans la foulée, la réputation de la ville change, tout comme son identité. Cette communication se propose de montrer comment la réputation de Montréal a été construite pendant cette période à travers l'examen des discours pro- et anti-prohibitionnistes. Les premiers ont diabolisé la métropole, la présentant comme une foire du vice. Les seconds ont, au contraire, glorifié la ville, la considérant comme un modèle du contrôle gouvernemental de l'alcool. En parallèle se dessine la réputation de Montréal comme « ville ouverte » à travers les chansons, les guides touristiques et les récits de voyage, qui présentent une image romancée de la ville considérée comme un refuge festif de la prohibition. Nous montrerons que malgré leurs différences, ces trois visions de Montréal associent toutes la métropole à la liberté, que ce soit une liberté dangereuse, une liberté ordonnée ou encore une liberté émancipatrice.

SÉANCE 10 L'ARCHITECTURE ET SON CADRE URBAIN

Président : **Godefroy Desrosiers-Lauzon** (TELUQ)

Lieu : Beethoven

L'entrée fluviale dans l'Amérique francophone d'Ancien Régime, une synecdoque de la ville coloniale

Agueda Iturbe-Kennedy (Université Laval et Université Panthéon-Sorbonne)

Pour le voyageur débarqué de la Métropole sous l'Ancien Régime, l'arrivée en Nouvelle-France se fait par voie fluviale de Louisbourg à Montréal en passant par Québec et Trois-Rivières. La découverte de ce paysage a fait l'objet de plusieurs descriptions nous renseignant sur l'expérience d'entrée en ville par le Saint-Laurent. Or, dans la vallée laurentienne comme dans l'ensemble de l'Amérique septentrionale, l'aménagement des ports et de la façade fluviale a fait l'objet d'une attention particulière qui produit un effet sur le voyageur qui la découvre à son arrivée. L'étude de la composition de la façade fluviale des villes coloniales nous amènera à démontrer qu'il ne suffit pas de comprendre l'aménagement portuaire de ces villes comme une entreprise de mimétisme des chantiers métropolitains : par la distribution du port et du paysage fluvial, les édiles municipaux cherchent à annoncer et qualifier la ville coloniale.

Les perspectives visuelles et le développement d'une conception « environnementale » de l'espace urbain à Québec au XIX^e siècle

Marc Grignon (Université Laval)

Si la ville de Québec est facilement associée à ses grands panoramas et ses perspectives visuelles, il n'en a pas toujours été ainsi. On peut suivre le développement des points de vue privilégiés dans les œuvres d'une longue série d'artistes du XIX^e siècle — à commencer par les peintres topographes britanniques jusqu'aux photographes Jules-Ernest Livernois et Louis-Prudent Vallée. Ces perspectives visuelles sont donc des constructions historiques, des artefacts. Elles ont aussi eu un impact sur l'aménagement urbain : non seulement le projet d'embellissement de Québec de Lord Dufferin de 1875 et la célèbre terrasse qui porte son nom (1878-79), mais aussi les escaliers publics de la fin du siècle et les toitures de certains bâtiments, avec leurs terrasses et leurs lanternes, doivent être interprétés comme des réponses architecturales à cette façon particulière de voir la ville. Nous essayerons donc de démontrer que la construction visuelle de la ville de Québec renvoie à une conception victorienne du rapport entre l'homme et la nature — une conception que William Taylor associe au concept « d'environnementalité ». Sous cet angle, le cas de Québec est très significatif, car il permet de comprendre comment la sensibilité aux caractéristiques visuelles d'un espace urbain devient un aspect fondamental de sa modernité.

SÉANCE 11 SOCIABILITÉ

Président : **Ollivier Hubert** (Université de Montréal)

Lieu : Salle Tchaikovsky

La réjouissance populaire chez les citoyens de l'Amérique française (1770-1860) : une comparaison entre Québec, Montréal, Détroit, Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans

Mikael Dumont (Université de Montréal)

Dans les dernières décennies du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle, Montréal et Québec n'étaient pas les seules grandes villes en Amérique du Nord où l'on retrouvait une forte population francophone. En effet, des centaines de citoyens francophones habitent alors au sein de trois grandes villes qui sont Détroit, Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans. Plusieurs parmi eux n'ont pas encore été entièrement assimilés à la langue anglaise et à la culture états-unienne. Le but de cette communication est d'observer de plus près la vie culturelle des habitants francophones de ces cinq grandes villes. En présentant sommairement différentes pratiques festives que l'on y retrouve, il sera mis en évidence les ressemblances et les différences dans le développement de la culture populaire de chaque endroit. En comparant les bals de danse, les courses de chevaux, les débordements au marché public, les processions religieuses, les charivaris, les duels, etc., il sera expliqué quels sont les facteurs qui ont influencé l'évolution des pratiques festives d'une ville à l'autre.

À l'enseigne du Crédit est mort : Spatialisation des lieux de boires et marqueurs communautaires dans la ville de Québec (1764-1775)

Mathieu Perron (UQTR)

L'enseigne est investie de plusieurs fonctions. Tout d'abord, elle permet aux autorités de bien surveiller et encadrer l'espace particulier que représente le commerce qui se trouve souvent à la convergence du privé et du public puisque pour la plupart des établissements, particulièrement pour les plus modestes, le bâti diffère peu des logements voisins. Ensuite, elle informe la clientèle potentielle que le lieu est disposé à l'accueillir en échange de quelques deniers. Enfin, les enseignes constituent aussi des points de repère dans l'environnement urbain. L'enseigne constituerait également, comme le souligne l'historien français Sylvain Livernet, les traces de l'expression d'une « mémoire collective » permettant de reconstituer un portrait de la société d'Ancien Régime.

Entre 1764 et 1775, dans l'échantillon dégagé, 40 tenanciers d'origine canadienne ou française (42 %) déclarent faire affaire sous une enseigne particulière, contre 55 tenanciers d'origine britannique ou coloniale américaine (58 %). Les thématiques sont variées. Cependant, des tendances distinctes sont observables dans les deux communautés. De même, un schéma particulier se dessine dans la répartition des établissements à travers les quartiers de la ville de Québec.

Cette communication, qui s'inscrit dans le cadre de mes recherches de maîtrise et de doctorat, propose d'établir une spatialisation communautaire des lieux de boires à travers les renseignements fournis par les licences pour tenir taverne du district de Québec dans la quinzaine d'années suivantes la Conquête.

SÉANCE 12 FAIRE CRÉDIT/FAIRE FAILLITE

Président : **Yvan Rousseau** (UQTR)

Lieu : Salle Vivaldi

Complémentarité et dissociation en matière du droit de la faillite : la loi privée du Canada-Est et du Canada-Ouest en dialogue constitutionnel avant L'Acte de l'Amérique du Nord britannique

Daniel Simeone (Université McGill)

En matière de droit privé, de nos jours, la loi fédérale n'est conçue ni comme la *Common law* ni comme le droit civil. Des lois relevant de la compétence fédérale, dont la faillite, peuvent toucher des sujets propres aux provinces, comme la propriété. De telles lois peuvent, alors, définir leurs propres règles ou se prévaloir de la loi privée des provinces. Cette pratique s'appelle la « dissociation » de la loi fédérale de la loi privée, ou en cas contraire, la « complémentarité » de la loi fédérale avec la loi privée. Il se peut, alors, qu'une loi fédérale, en complémentarité avec la loi privée des provinces, ait une interprétation différente au Québec qu'ailleurs au Canada. La non-uniformisation du droit privé est un élément souhaité du « bijuridisme » canadien. Sinon, le droit civil s'effondrerait dans la *Common law*.

Ce vocabulaire constitutionnel est récent, créé dans la foulée des arrêts de la Cour suprême des années 1970 confirmant le statut indépendant du droit fédéral. Par contre, on pourrait facilement constater le phénomène après 1867 et l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Ma communication propose d'étendre les concepts susmentionnés à la période du Canada-Uni. J'explorerai les lois de faillites des années 1840 et celle de 1864. Ces lois étaient applicables dans les deux sections de la province. Les textes de lois étaient insuffisamment détaillés pour que la loi privée des sections doive entrer en jeu. Le législateur était au courant de cet effet et le prenait en compte dans la rédaction des projets de lois. J'aimerais diffuser plus largement ce vocabulaire de dissociation/complémentarité presque réservé aux chercheurs en droit constitutionnel.

Les petits consommateurs urbains et l'État : la loi des petits prêts de 1939

Sylvie Taschereau (UQTR)

L'adoption en 1939 de la loi des petits prêts met fin aux fortes résistances que le droit canadien témoigne jusque-là à l'égard du prêt à intérêt fait aux particuliers. Présentée comme une mesure de lutte contre l'usure facilitant l'accès des travailleurs au crédit, elle s'inspire fortement des *Small Loan Acts* adoptées aux États-Unis à partir de 1917. Or ces lois ont joué un rôle de premier plan dans la massification de la consommation dans ce pays (Calder 1999). De fait, la loi de 1939 s'inscrit en continuité avec les interventions de l'État québécois en matière de crédit, qui depuis le début du siècle ciblent en particulier les petits salariés urbains et attestent de l'intérêt que l'on porte à la consommation de ces groupes sociaux dans les décennies qui précèdent l'avènement de la consommation de masse. Ma démonstration s'appuiera sur l'analyse des travaux qui préparent cette loi et celle des débats qui précèdent à son adoption. Je les suivrai à travers des archives gouvernementales et les quotidiens canadiens et québécois. Les résultats d'autres recherches récentes me permettront aussi de discuter de la transformation des habitudes de consommation dans l'entre-deux-guerres.

SÉANCE 12 FAIRE CRÉDIT/FAIRE FAILLITE (SUITE)

Président : **Yvan Rousseau** (UQTR)

Lieu : Salle Vivaldi

Infrastructure et réseaux de clientèle des magasins généraux avant la confédération : deux études de cas

Béatrice Craig (Université d'Ottawa)

Les magasins généraux jouaient un rôle important dans le commerce rural avant la Confédération, offrant à leurs clients une large gamme de produits locaux ou extérieurs à la région. Les marchands jouissaient rarement d'un monopole, surtout que, comme l'a montré Doug McCalla, les ruraux n'hésitaient pas à se déplacer, parfois sur de longues distances, pour accéder à plus d'un magasin. Les campagnes étaient donc couvertes de réseaux de clientèles se chevauchant.

Le but de cette communication est de comprendre la manière dont la géographie physique et la distance construisaient ces réseaux de clientèles dans le cas de trois magasins généraux dans les années 1840 et 50, deux situés à Saint-André d'Argenteuil (au nord-ouest de Montréal) et l'autre à Lotbinière, à partir des informations contenues dans leurs livres de compte, jumelées avec les recensements. Dans quelle mesure la géographie physique canalisait-elle la clientèle ? (Nos magasins attiraient peu de clients de l'autre rive de la Rivière des Outaouais ou du Saint-Laurent). Quand la distance commençait-elle à faire obstacle, et était-elle aggravée ou mitigée par la nature de l'infrastructure ? Y avait-il relation entre distance et fréquence des visites (suggérant que le magasin puisse être un lieu de sociabilité pour les proches voisins) ? Y avait-il relation entre les types de produits achetés et la distance (suggérant que l'on se déplaçait surtout pour des denrées non disponibles ou non satisfaisantes localement) ?

Notre hypothèse est que la fréquence des visites était inversement proportionnelle à la distance (mesurée en heures de déplacement), mais que le volume des achats n'était pas très dépendant de celle-ci, la visite au magasin pouvant se combiner avec d'autres activités.

SÉANCE 14 TABLE RONDE **LES VILLES COMME THÉÂTRES ET OBJETS DE COMMÉMORATION**

Président : **Yves Frenette** (Université de Saint-Boniface)

Lieu : Salle Concerto

Harold Bérubé (Université de Sherbrooke)

Joanne Burgess (UQAM)

Patrice Groulx (Université Laval)

Alain Roy (Bibliothèque et archives Canada)

Depuis la fin du 19^e siècle, les villes de l'Amérique française sont à la fois le théâtre et l'objet d'une intense activité commémorative. D'une part, comme ailleurs en Occident, elles sont le théâtre d'un effort pour inscrire la mémoire dans l'espace de manière ponctuelle, comme lors de parades, ou, de manière plus permanente, avec des monuments et statues de toutes sortes qui célèbrent anniversaires, grandes batailles ou grands personnages de l'histoire. D'autre part, malgré leur relative jeunesse, ces villes célèbrent leurs premiers anniversaires de fondation ou d'incorporation comme municipalités. C'est une activité qui se poursuit aujourd'hui avec la même intensité, comme en témoignent les festivités qui ont entouré le 400^e anniversaire de la ville de Québec et qui marqueront le 375^e anniversaire de la fondation de Montréal en 2017. On peut aussi aux entreprises commémoratives dans les capitales que sont Ottawa et Québec.

Depuis les années 1990, l'historiographie s'est intéressée à ces activités commémoratives et à leurs concepteurs. On pensera notamment aux ouvrages de H.V. Nelles et Ronald Rudin sur la Vieille Capitale, ou encore celui d'Alan Gordon sur les territoires contestés de la mémoire à Montréal. Ces recherches ont bien montré que ces activités commémoratives visent différents buts, qu'il s'agisse de créer des traditions, de s'appropriier certains espaces sur le plan symbolique, de défendre des mémoires antagoniques ou encore, plus pragmatiquement, d'attirer des touristes.

Profitant de son congrès annuel à Montréal, l'Institut d'histoire de l'Amérique française organise, en conjonction avec la Société historique du Canada, une table ronde sur le thème « Les villes comme théâtres et objets de commémoration ». Quatre intervenants discuteront des enjeux et des processus commémoratifs, selon des points de vue international, national, régional et local. Privilégiant une perspective diachronique, ils remettront en contexte les projets commémoratifs plus anciens et récents, réfléchiront à leur signification et se questionneront sur l'avenir de la commémoration dans les villes d'Amérique française.

*Formation et transformation des villes industrielles du XX^e siècle au Québec :
Analyse morphologique comparative de Drummondville et de Shawinigan*

Véronique Mondor (Université Laval)

Ce projet d'essai en design urbain s'interroge sur les tissus urbains de villes industrielles développées au début du XX^e siècle. L'objectif est de comprendre le lien entre la forme urbaine et la dynamique sociale de ces villes structurées par le développement des sites industriels. La croissance ou le déclin de la population urbaine au Québec est rythmé par les différents cycles d'industrialisation (Trottier, 1968). Devant ces changements économiques et sociaux contrastés, quelles sont les infrastructures qui caractérisent les formes urbaines des villes industrielles, tels que le système viaire, le lotissement et le bâti ? Quelles sont les différences entre les formes de développement urbain ? L'analyse morphologique se propose de comparer deux villes moyennes types, à la fois semblables par leur population et leur époque de développement initial (1880-1930), et différentes dans leurs structures industrielles et leurs formes urbaines. Le cas de Shawinigan présente un premier exemple d'une forte croissance urbaine à la suite de l'implantation d'un barrage hydroélectrique sur la rivière St-Maurice (1898), qui attire d'importantes industries dès 1901 (Dickinson et Young, 2003). Drummondville propose un deuxième cas de développement industriel lié à la construction d'un barrage hydroélectrique sur la rivière St-François (1915). Ici on constate l'implantation d'une industrie légère animée par des petits entrepreneurs privilégiant le secteur du textile et du vêtement (Gauthier, 1981).

L'étude urbaine entend découper les liens entre le tracé des divers parcours, leur bande de pertinence en relation aux infrastructures de transport et d'énergie. Elle compte distinguer les tissus urbains ainsi que les usages et typologies des bâtiments à partir d'une comparaison historique et contemporaine réalisée par une reconstruction photographique et cartographique de l'évolution de ces villes. En étudiant les tissus urbains des villes industrielles, cette recherche permettra de mieux comprendre les systèmes d'implantation pour s'interroger sur la revitalisation des sites industriels par rapport aux milieux urbains et aux caractéristiques naturelles.

SÉANCE 15 CONSTRUIRE LA VILLE (SUITE)

Président : **José Igartua** (UQAM)

Lieu : Salle Beethoven

La création de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal : une urbanité recomposée (1960-1964)

Martin Drouin (UQAM)

En 1964, l'arrondissement historique de Montréal devient le deuxième arrondissement protégé en vertu de la *Loi des monuments historiques* sanctionnée par le gouvernement du Québec en 1963, loi qui venait d'être adoptée pour pallier les difficultés éprouvées par les autorités à sauvegarder le cadre bâti ancien à une échelle plus large que le seul bâtiment. Pourtant, quatre ans plus tôt, un inventaire du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal affirmait qu'il restait moins d'une vingtaine de bâtiments historiques dans le périmètre des anciennes fortifications. C'est donc dire que dans un laps de temps relativement court, l'intérêt pour la valeur patrimoniale du secteur s'est complètement renversé. En fait, une nouvelle urbanité s'exprimait dans les formes de la ville ancienne. Cette proposition de communication souhaite examiner ce temps fort de l'histoire du patrimoine à Montréal pour mieux en comprendre la signification et les circonstances qui ont mené à la création de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.

Naissance d'une « capitalité » : Ottawa, 1860-1865

Nari Shelekpayev (Université de Montréal)

Les premières années d'existence d'Ottawa en tant que ville capitale du Canada sont peu explorées dans l'historiographie canadienne. À travers l'examen de la conception des édifices du parlement dans les années 1860, cette communication invite à repenser le lien entre l'urbanité d'Ottawa et la construction de l'identité nationale au Canada quelques années avant la fondation de la Confédération. Un certain nombre d'études suggère que l'architecture monumentale des villes capitale est étroitement liée aux représentations de l'identité nationale (Sonne, 2002 ; Daum et Mauch, 2006 ; Vale, 2008), et peut même contribuer à sa cristallisation (Veress, 2013). C. Young (1995) et d'autres chercheurs, pour leur part, soutiennent que le style néo-gothique qui a inspiré le design du complexe parlementaire correspondrait à une adaptation voire à une réplique de certains projets des architectes britanniques de la même période. Or, même s'il est vrai que le style néo-gothique a été associé à la Grande-Bretagne, il faut voir que celui-ci n'en est pas originaire et qu'il n'a pas été dominant dans l'ancienne métropole. De fait, le néo-gothique s'apparente plutôt à un style artistique transnational en vogue dans la deuxième moitié du XIX^e siècle dans plusieurs pays et il a inspiré plusieurs types de bâtiments. Ces constats nous amènent à remettre en question l'affirmation selon laquelle l'architecture du nouveau parlement canadien aurait été d'inspiration essentiellement britannique et incitent à repenser le rôle et l'influence de cet héritage dans la construction de l'imaginaire national au Canada. À l'issue de nos recherches dans les archives du département des Travaux publics et dans les fonds du Centre canadien d'architecture, il appert que compte tenu des matériaux utilisés, de la conception architecturale et des techniques de construction adoptées, l'érection des édifices du parlement a constitué une entreprise innovatrice pour son époque. En somme, nous souhaitons montrer que la conception et l'élaboration du complexe parlementaire ont certes été influencées par le désir des élites canadiennes de s'inscrire dans le sillage de l'héritage britannique, mais aussi, et surtout de promouvoir l'image d'une nation *moderne*.

« *Je m'engage volontairement* » : la vie sur un navire-corsaire

David Camirand (Université Laval)

Souvent confondue avec la piraterie — mais en-soi bien distinct selon une codification stricte qui lui accordait une réelle légitimité —, la guerre de course alliait stratégie militaire et raison d'État à l'intérêt matériel de particuliers dans une alliance motivée par l'épargne de deniers publics d'un côté et l'appât du gain de l'autre. Dans le contexte européen du XVII^e et du XVIII^e siècles, siècles marqués par de nombreux conflits, le recours à la course devint fréquent et sa pratique fortement réglementée. La France fut particulièrement encline à recourir à cette forme de « sous-traitance » et pour cause. Une série de ratés de la marine royale, dont la défaite de la Hougue en 1692, oblige les stratèges français comme Vauban à revoir leurs façons de faire et à intégrer les corsaires dans la stratégie militaire française, créant ainsi une force navale auxiliaire. Dans la foulée des recherches historiques menées, entre autres, par des historiens comme Marcus Rediker, nous voulons dans cette communication nous pencher sur l'aspect plus social de la vie sur un navire-corsaire et de la main d'oeuvre impliquée dans cette activité économique et militaire. Plus particulièrement, nous chercherons à exposer les structures hiérarchiques d'un équipage, les liens qui unissent les différents acteurs, les relations/tensions entre ces mêmes acteurs, les écarts de conduite (vol, pillage, bagarre, désertion, meurtre) et, par conséquent, les mécanismes mis en place pour assurer que la réglementation imposée par les autorités maritimes françaises soit respectée et que les intérêts financiers de chacun soient protégés. Par le fait même, nous espérons exposer les particularités des équipages des corsaires de la Nouvelle-France en comparaison de leurs contreparties métropolitaines et anglaises.

Entre ville et campagnes, les subdélégués canadiens, des notables au service de l'intendance (1675-1763)

Sébastien Didier (U. de Rennes 2 et U. de Montréal)

De 1675 à 1763, la colonie de Nouvelle-France est gérée par un intendant qui délègue dans les villes une partie de ses pouvoirs à des subdélégués ayant toute sa confiance et commis pour l'informer et exécuter ses ordres sur « toutes sortes d'affaires ». Oubliés de l'historiographie canadienne, les subdélégués sont de ces « serviteurs intermédiaires » de l'État moderne qui suscitent de plus en plus l'intérêt des historiens. Dialoguant aussi facilement avec les grands dirigeants et les simples habitants, tant urbains que ruraux, ces hommes forment un réseau provincial dont le rôle n'est pas négligeable. Déployés sur tout le territoire, ils agissent aussi bien en ville qu'à la campagne, diffusant l'autorité et la justice de l'intendant dans toute la province. Plus que la domination des notables urbains en milieu rural, nos travaux montrent à quel point le réseau de l'intendant s'adapte aux localités, notamment par le recrutement de subdélégués plus ou moins urbains.

SÉANCE 17 LES FEMMES ET LA VILLE

Présidente : **Aline Charles** (Université Laval)

Lieu : Salle Vivaldi

« *Les femmes et les villes ne savent plus rire* » : le genre de *La Nouvelle-Orléans créole, 1865-1900*

Marise Bachand (UQTR)

La guerre civile américaine marque le tournant du déclin démographique des francophones de La Nouvelle-Orléans qui constituaient jusqu'alors le plus important groupe linguistique de la ville plus d'un siècle après l'abandon de la colonie par la France. La guerre marque aussi le déclin économique de la ville reine du Sud, capitale marchande par laquelle transitait vers le monde atlantique la moitié de la production cotonnière des États esclavagistes. Or, c'est dans ce contexte de déclin démographique et économique qu'émerge une culture créole vibrante qui célèbre la francophonie de ce coin d'Amérique. Sursaut identitaire d'une population en pleine américanisation, cette production culturelle résolument élitaire et raciste – comme l'ont montré les historiens et les littéraires – est également éminemment genrée. Analysant journaux, romans, gravures et histoires, cette communication révisé le mythe créole pour en révéler les dimensions urbaines et genrées.

Émotions, urbanité et écrits de soi : itinéraire montréalais de la joie de Marie-Louise Globensky (1864-1919)

Sophie Doucet (UQAM)

Les recherches récentes en histoire urbaine et en histoire des émotions tendent à démontrer que si le contexte de la vie urbaine est générateur d'émotions, les émotions des individus contribuent en retour à forger la réalité politique, sociale et matérielle de la ville. Cette communication retracera, dans différents lieux montréalais, la joie de la bourgeoise Marie-Louise Globensky, en se basant sur ce qu'elle en laisse voir dans son journal intime et sa correspondance (qui couvrent près de cinq décennies de vie). Si les lieux de sa joie la plus couramment exprimée, liée à la spiritualité et à la vie familiale, appartiennent à la sphère privée (maison familiale, maison de sa fille, église) ; une forme de joie plus subtile se déploie en elle dans d'autres lieux appartenant plutôt à la sphère publique (magasins, salles de conférence, salles de concert, hôpitaux et orphelinats où Globensky exerce ses activités philanthropiques). Alors que la première forme de joie, soulignée à grands traits dans ses écrits, atteste d'une adhésion (ou d'une volonté de montrer une adhésion) très forte de Globensky au rôle social que la société lui impose, celui d'une mère pieuse ; la deuxième forme, représentée avec plus de discrétion, évoque plutôt l'agentivité de cette femme et le plaisir qu'elle ressent à prendre sa place dans un Montréal grouillant, bruyant et bigarré (celui de l'industrialisation et de l'urbanisation), où elle se sent utile. En conjuguant l'histoire des émotions et l'histoire urbaine, nous tenterons d'esquisser l'itinéraire émotif d'une bourgeoise du tournant du siècle et d'entrevoir, à travers lui, sa contribution à la vie de la cité.

SÉANCE 18 LA CONDITION OUVRIÈRE (SUITE)

Président : **Martin Petitclerc** (UQAM)

Lieu : Salle Concerto

Contre la subordination politique et l'exploitation impitoyable des ouvriers : les Chevaliers du travail, locomotive d'un mouvement social dérangeant, 1885-1893

Peter Bischoff (Université d'Ottawa)

Au commencement de la décennie 1880, aucun conseil central n'existe à Montréal et Québec tandis que cette structure rassembleuse profite depuis plusieurs années déjà aux sociétés ouvrières à Hamilton (1863), Toronto (1871), Ottawa (1872) et St-Catherines (1875). Dans la métropole montréalaise, la puissance démesurée du Capital, l'anti-syndicalisme acharné des gros employeurs, de même que les matraques et les baïonnettes d'une force policière prompt à intervenir, freinent l'élan syndical. Du côté de la Vieille Capitale, les condamnations répétées de l'archevêque Taschereau nuisent aussi particulièrement aux efforts d'organisation. Bien sûr, les clivages linguistique et national existants au sein de la classe ouvrière font obstacle au ralliement des travailleurs. Il reste cependant que la quasi-mise à l'écart des ouvriers du jeu politique constitue un handicap plus paralysant encore. À force de dispositions légales restrictives, de barrières réglementaires et de subterfuges administratifs, d'intimidation aussi, les élites québécoises ont en effet réussi à limiter le champ d'action des ouvriers en politique municipale. Si bien que ces derniers ne savent pas comment exploiter les périodes électorales pour se regrouper et faire entendre leur voix. Quel contraste avec l'Ontario où les obstacles ont été graduellement levés par l'Assemblée législative de la province ! Malgré la résistance des gens d'affaires, des partis politiques et du clergé catholique, les Chevaliers du travail québécois construisent un mouvement social puissant qui élimine en quelques années seulement les barrières les plus notables. À Québec, comme à Montréal, le déroulement de la fête du Travail, dont les Chevaliers forment bientôt le fer de lance, participe à cette valorisation de l'ouvrier et de ses organisations. Le mouvement ouvrier peut se draper alors dans une légitimité et une respectabilité qui lui faisait si cruellement défaut. Politiciens, capitalistes et ecclésiastiques en viennent ainsi à se montrer complaisants tout en cherchant manifestement à orienter cette mouvance ouvrière dérangeante à leur propre avantage.

SÉANCE 18 LA CONDITION OUVRIÈRE (SUITE)

Président : **Martin Petitclerc** (UQAM)

Lieu : Salle Concerto

La confluence de la vie militaire et de la production industrielle : les soldats acadiens aux campements du Corps forestier canadien en France, 1917-18

Gregory Kennedy (Université de Moncton)

La contribution acadienne à la Première Guerre mondiale est très peu connue. Cette communication présentera un aspect novateur d'un programme de recherche en cours portant sur les soldats du bataillon acadien, c'est-à-dire, leurs expériences aux campements du Corps forestier canadien (CFC) en France. Bref, 532 soldats acadiens se sont embarqués à Saint John pour l'Angleterre en mars 1917. Plusieurs de ces hommes étaient trop jeunes ou peu robustes et donc la plupart furent envoyés finalement au CFC. Cela ne veut pas dire que leur service fut inutile; les Alliés avaient besoin d'une production accrue de bois, notamment pour la construction des tranchées, des chariots et des voies ferrées. Grâce aux documents conservés à Bibliothèque et Archives Canada, surtout les journaux de guerre et les directives quotidiennes des districts du CFC ainsi que les correspondances privées des soldats, il est possible de reconstruire l'expérience des soldats acadiens au sein des campements. Bien qu'il ne s'agisse pas de centres urbains, ces campements étaient sans doute des plaques tournantes pour les soldats, sites d'une confluence de la vie militaire et de la production industrielle, les deux favorisant la création d'une communauté strictement régentée et surveillée. Les problèmes disciplinaires, par exemple, l'insubordination, l'abus d'alcool, la violence et les maladies vénériennes, témoignent d'une culture à la fois rebelle et conforme pendant que la grande production de bois ainsi que les nombreuses promotions et les nombreux prix attribués par les autorités militaires soulignent la volonté des soldats de faire tout leur possible pour l'Acadie et le Canada.

Les taudis de Montréal; paradoxes matériels et discours social 1896-1938

François Dufaux (Université Laval)

L'exposition (2011-2012) et la publication (décembre 2014) de « *Les quartiers disparus de Montréal* » illustrent les grandes vagues de démolitions de quartiers résidentiels entre 1955 et 1970. Ces opérations de « *renovations urbaines* » devaient permettre une modernisation des infrastructures et régler un problème social et sanitaire, résumé par la désignation de taudis. Il est convenu que les conditions de vie de ces milieux urbains étaient inférieures à partir d'un ensemble de critères sociaux et économiques. L'exposition comme le livre soulignent la construction historique de ce discours social qui commence dans le dernier quart du XIX^e siècle pour être reprise régulièrement jusqu'à aujourd'hui. Le regard de l'architecte reste plus circonspect devant le lien proposé de cause à effet entre milieu bâti et délinquance sociale. Les photos tirées par la Ville de Montréal documentent peu le délabrement des lieux et la misère à déloger. La très grande majorité des bâtiments semblait en bon état. Plusieurs demandaient des réparations d'entretien et des rénovations ciblées et ponctuelles; comme celles réalisées depuis dans les autres quartiers urbains qui ont survécu. Comment expliquer ce paradoxe entre le jugement social et l'image des lieux?

Cette présentation propose de revoir en deux temps cette relation entre architecture et conditions sociales. Elle offre de présenter des observations sur le terrain de trois rapports historiques sur l'habitat populaire; « *The City below the Hill* » (Ames, 1896); « *A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal* » (Nobbs, 1933) et « *Les vieux logements de Montréal* » (Bélanger, 1938). Les chiffres compilés par les trois auteurs ne constatent guère le délabrement général de l'habitat. Pourtant leurs conclusions, les « cadres théoriques » et les solutions avancées soutiennent le contraire. Ces paradoxes s'inscrivent dans « la construction de problèmes sociaux » en les milieux urbains. La communication explore les prémices de cette invitation à reconstruire la ville de cette époque, notamment dans le milieu professionnel et universitaire. Pourquoi et pour qui condamner l'architecture traditionnelle, dans sa forme comme son occupation?

SÉANCE 19 DISCOURS SUR LA VILLE ET LA BANLIEUE (SUITE)

Président : **Claire Poitras** (INRS)

Lieu : Salle Tchaïkovsky

La haine de la ville dans le discours régionaliste canadien-français : le cas de Claude-Henri Grignon (1922-1943)

Ghyslain Hotte (Université d'Ottawa)

À partir – principalement – d'une analyse exploratoire des *Vivant et les autres* (1922), du *Secret de Lindbergh* (1928), du *Déserteurs et autres récits de la terre* (1934), de *Précisions sur Un homme et son péché* (1936) et des *Pamphlets de Valdombre* (1936-1943) de Claude-Henri Grignon, écrivain prolifique et pamphlétaire redoutable, cette communication propose de prendre en compte le rapport parfois violent, ombrageux et même haineux que l'auteur a entretenu face à l'urbanité, notamment celle de la métropole montréalaise. Lieu de perdition, déshumanisant et dangereux, Grignon s'est plu à dépeindre la ville dans ses œuvres littéraires en opposition à la campagne, idyllique, rédemptrice et seul rempart capable d'assurer la sauvegarde des éléments distinctifs de la nation canadienne-française. Aux yeux du pamphlétaire, resté foncièrement attaché à ses origines terriennes du pays laurentien, l'attrait de la ville, la désertion des campagnes, le cosmopolitisme urbain, l'industrialisation de masse et l'acculturation exercée par la société américaine en zone urbaine menaçaient les fondements mêmes de la culture traditionnelle canadienne-française catholique et paysanne, retranchée dans les campagnes. Ainsi, dans le cadre de la présente communication, nous entendons démontrer que la rhétorique anti-urbaine « grignoniennne » était le reflet d'une méfiance plus générale à l'égard de la modernité. Cette dernière se trouvait également à la base de sa pensée régionaliste, caractérisée par la nostalgie du passé, un catholicisme ardent, la défense de la paysannerie et l'amour de la « petite patrie ». Figure pour le moins controversée, Grignon constitue une source des plus intéressantes pour comprendre le régionalisme en tant que phénomène social, tout particulièrement dans le contexte canadien-français des années trente, où la méfiance à l'endroit de la ville demeure à ce jour très peu étudiée.

(Sub)urbanités : vendre l'idéal suburbain aux Montréalais (1950-1969)

Harold Bérubé (Université de Sherbrooke)

La suburbanisation n'est pas une nouveauté dans l'Amérique du Nord des années 1950, mais c'est durant cette décennie qu'elle se déploie de manière spectaculaire, à la fois dans l'espace urbain et dans l'imagination. Rapidement mise en scène au cinéma et à la télévision, analysée et critiquée par des journalistes et des sociologues, cette massification du rêve suburbain s'impose comme un phénomène majeur des « Trente glorieuses ». Cela dit, lorsqu'on arpente la géographie mémorielle québécoise de cette période, la banlieue se fait plutôt discrète. Dans le cadre de cette communication, nous proposons d'explorer cette question par l'entremise d'une réflexion sur les façons dont la banlieue d'après-guerre est présentée et mise en marché aux Montréalais, anglophones et francophones, entre 1950 et 1969. En nous penchant sur les journaux de la métropole, et en particulier sur leur contenu publicitaire, nous espérons voir dans quelle mesure et de quelle façon le rêve suburbain nord-américain est diffusé au sein de la société québécoise, comment cette mise en marché varie selon que l'on s'adresse à l'une ou l'autre des deux principales communautés linguistiques de la métropole et comment cette expérience évolue dans le temps.

SÉANCE 21 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX URBAINS

Président : **Daniel Rück** (Université d'Ottawa)

Lieu : Salle Beethoven

« *Entre métropolitain et métropole n'y aurait-il que le simple jeu de quelques lettres ?* »

Représentations des modes de transport collectif à Montréal, 1940-1960

Dale Gilbert (INRS)

Les débats sur la construction d'un métro à Montréal prennent de l'ampleur au cours des années 1940 dans le contexte de l'aggravation des problèmes de congestion. Plusieurs citoyens, organisations et élus en faveur du projet soulignent alors la nécessité de remplacer les tramways, considérés peu flexibles et désuets, par des autobus et surtout un métro, dont ils vantent l'efficacité, la capacité de stimuler la croissance urbaine et la valeur symbolique. Au métro est en effet associé selon eux un prestige digne du statut de Montréal de métropole du Canada. La concurrence grandissante de Toronto provoque cependant une évolution de ce discours au tournant des années 1950, qui fait de la présence d'un métro non plus le simple reflet de ce statut de métropole, mais la nécessaire condition pour le préserver. Les opposants au projet, pour leur part, partagent la même opinion sur les tramways. Ils considèrent toutefois le métro tout aussi désuet, certains lui préférant un monorail. Nous proposons ainsi d'analyser les représentations des modes de transport collectif exprimées lors de ces débats entre 1940 et la concrétisation du projet de métro en 1960, ce qui permet notamment de mettre en lumière l'impact perçu de leur présence à Montréal.

Moustiques et insecticides à l'Expo 67 : une nouvelle sensibilité écologique

Yves Tremblay (Min. de la Défense nationale)

Dans l'histoire de l'écologie, l'année 1970 paraît être un tournant au Québec : Victor Goldbloom devient titulaire d'un premier ministère de l'Environnement québécois en décembre, que la toute nouvelle Société pour vaincre la pollution interpelle dès les semaines suivantes. Mais avant la conscience politique, il y eut changement de sensibilité. Ce changement est mesurable en suivant l'histoire du DDT, insecticide puissant et nocif, qui est interdit progressivement à partir de... 1970. Les premiers tests avaient été réalisés par l'armée en 1944. Entre 1945 et la fin des années 1950, les ministères de l'Agriculture en font la propagande, puis les services des Forêts, ce alors que les scientifiques des gouvernements s'aperçoivent des risques d'un emploi soutenu. La parution du livre de Rachel Carson en 1962 conduit la Chambre des communes à entreprendre le débat qui mène à l'interdit de 1970. Pendant ce temps, Expo 67 décide d'utiliser le DDT pour protéger les visiteurs. La décision suscite l'opposition des pêcheurs à la ligne de la région de Montréal, puis l'intervention de la Régie des eaux du Québec, qui refuse d'approuver la pulvérisation des berges du fleuve. La Commission de l'Expo outrepassa, invoquant la prépondérance constitutionnelle fédérale. Les dossiers techniques de l'Expo 67 sont la principale source utilisée dans cette communication.

SÉANCE 22 **CRIMES ET RÉPRESSION**

Président : **Donald Fyson** (Université Laval)

Lieu : Salle Vivaldi

Mort volontaire, destruction personnelle et autres lieux : la géographie historique des suicides à Montréal, 1901-1971

Isabelle Perreault (U. d'Ottawa) et **Annie Lyonnais** (UQAM)

Les enquêtes du coroner sur les « suicides déclarés » pour le district judiciaire de Montréal (et du Québec plus largement) depuis le XVIII^e siècle offrent une kyrielle d'informations sur les circonstances de décès de personnes s'étant enlevé la vie. Parmi ces informations, nous retrouvons le lieu de résidence et le lieu de suicide de la personne. Si certains se donnent la mort dans des hôtels alors qu'ils sont à peine arrivés d'Europe ou d'ailleurs (suicides migratoires), d'autres, plus nombreux, le font dans des lieux connus d'eux et de leurs proches comme leur domicile, les bâtiments connexes (hangars, garages, etc.) ou encore les maisons de pension pour les travailleurs journaliers et célibataires provenant des diverses régions du Québec.

C'est à partir de ces données géographiques que nous entendons analyser les variables sur la personne décédée et le lieu du suicide. À l'aide de techniques propres au géo-référencement, nous souhaitons faire une analyse plus approfondie des lieux de suicide à Montréal, ce qui nous permettra de mieux comprendre le lien existant entre les variables socio-économiques et le geste suicidaire à la lumière de la répartition des suicides entre les divers quartiers de Montréal. Par ailleurs, notre approche sera multiscale, dans le sens où nous nous intéresserons également aux lieux de suicide dans l'espace privé (domicile et bâtiments connexes) et dans l'espace public (travail, magasin, hall d'un établissement, parcs, champs).

La régulation des crimes graves par la Cour du banc du Roi de Montréal, 1945-1970

Nathalie Ricard (UQTR)

Au Québec, les travaux en histoire de la justice criminelle concernent pour la plupart la période antérieure au milieu du XX^e siècle. Nous ne disposons toujours pas d'une étude systématique des archives de la Cour du banc du Roi (CBR) pour la période ultérieure. En matières criminelles, ce tribunal combinait deux juridictions : traiter en première instance les affaires les plus sérieuses (meurtres, viols, etc.) ; entendre les appels découlant de procès tenus devant des tribunaux inférieurs. Certes, l'histoire de certains crimes majeurs est maintenant mieux connue. Cependant, l'éventail complet des affaires criminelles d'envergure doit être pris en compte. La présente communication vise à présenter un portrait des causes criminelles jugées en première instance par la CBR de Montréal pour la période allant de 1945 à 1970. Dans un premier temps, nous analyserons la nature et les circonstances des crimes portés à l'attention de la CBR, cela afin de mieux connaître les différents visages de la criminalité durant la période de l'après-guerre. Dans un second temps, nous dresserons un portrait des accusés, des verdicts et des sentences qui étaient imposées, ce qui permettra de mettre en lumière le rôle de régulation sociale exercé par cette cour.

SÉANCE 23 LES IMMIGRANTS FRANÇAIS AU CANADA AU DÉBUT DU 20^e SIÈCLE

Président : **Martin Pâquet** (Université Laval)

Lieu : Salle Concerto

SÉANCE PARRAINÉE PAR LA CHAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE
SUR LA CULTURE D'EXPRESSION FRANÇAISE EN AMÉRIQUE DU NORD (CEFAN)

La colonie française de Montréal, 1894-1914

Paul-André Linteau (UQAM)

La colonie française, comme on l'appelle à l'époque, est en pleine expansion à Montréal au début du XX^e siècle. Le nombre d'immigrants français vivant à Montréal passe de 1400 en 1891 à près de 3400 en 1911. La vie communautaire est animée par des associations bien structurées, financées par le gouvernement français, et connaît son temps fort lors des célébrations annuelles du 14 juillet. Le consul général de France, établi à Montréal à partir de 1894, occupe une place importante. Comment ses porte-parole définissent-ils la colonie française ? Comment envisagent-ils ses relations avec la mère patrie et avec la société montréalaise ? L'étude de ces questions repose sur le dépouillement des archives consulaires et surtout du *Bulletin* de la Chambre de commerce française de Montréal, des sources encore peu exploitées pour comprendre la vie de cette communauté dans le contexte montréalais.

Un pont entre deux villes, le bulletin de l'association La Canadienne (1902-1914)

Françoise Le Jeune (Université de Nantes)

Au début du XX^e siècle, de part et d'autre de l'Atlantique, à Montréal et à Paris, des élites urbaines s'intéressent au développement du Canada français et visent à créer un mouvement d'émigration vers le Québec ou la Prairie. Ce discours d'urbains sur les fronts pionniers apparaît clairement au fil des pages du bulletin mensuel de l'association parisienne La Canadienne, tenue par des « amis du Canada » en France. Par ailleurs, la revue publie de nombreux articles, comptes rendus et informations sur les échanges entre les groupes d'intérêt de ces deux « capitales », portant sur les projets économiques et politiques qui peuvent intéresser les lecteurs parisiens.

Cette revue donne donc à lire un ensemble d'échanges réguliers entre l'élite urbaine au Canada français (ministres, députés, intellectuels et ecclésiastiques) et l'élite parisienne de même étoffe. Quels discours communs tiennent ces urbains sur la colonisation rurale et sur l'émigration des masses laborieuses ? Quels sujets et projets (politiques, sociaux, économiques) se réservent-ils qui traitent davantage de leurs préoccupations partagées d'élites urbaines.

SÉANCE 24 FINANCES MUNICIPALES

Président : **Dany Fougères** (UQAM)

Lieu : Salle Tchaikovsky

Les finances municipales des villes moyennes québécoises de 1900-1960

Pierre Lanthier (UQTR)

Les finances municipales restent un sujet peu abordé dans l'historiographie québécoise. Nous aimerions aborder cette question dans une perspective quantitative pour 27 municipalités de taille moyenne en dehors des zones métropolitaines de Montréal et de Québec entre 1900 et 1960. Dans plusieurs de ces municipalités avant la Révolution tranquille (par exemple à Grand-Mère), bien des débats ont eu lieu afin de déterminer l'orientation du financement municipal : est-il préférable d'avoir des comptes équilibrés ou d'investir massivement dans les infrastructures pour attirer les investisseurs et donner des conditions de vie adéquates aux citoyens ? Nous aimerions faire état de ces débats et présenter une première évaluation des investissements municipaux, tout en décrivant les sources utilisées.

Montréal sous tutelle, 1918-1921

William Gaudry (UQAM)

En 1918, le gouvernement provincial met en tutelle la Ville de Montréal qui était en difficulté financière. Pour l'occasion, le Lieutenant-gouverneur du Québec nomme une Commission administrative de cinq membres pour réorganiser les services municipaux et redresser la situation financière de la Ville. Quels sont les défis posés par l'arrivée de la Commission administrative sur le plan de la démocratie montréalaise ? Jusqu'à quel point a-t-elle modernisé l'administration municipale ? Cette communication aura pour objectif d'inventorier les causes de l'endettement de la Ville de Montréal et de présenter la stratégie fiscale mise de l'avant par la Commission administrative pour redresser les finances municipales. Il sera question notamment de l'accroissement des revenus et de la réorganisation des services municipaux. Plus qu'un intermède de rigueur budgétaire, le passage de la Commission administrative à l'Hôtel de Ville est l'histoire de l'implantation d'un modèle particulier de gestion reposant sur les théories du taylorisme jusque-là mises en œuvre dans les grandes entreprises privées aux États-Unis. Il s'agit d'une période où le mouvement réformiste reprend de la vigueur dans un contexte politique différent.

La concentration et la dispersion de la présence immigrante canadienne-française en Floride selon les recensements américains (1860-2010)

Serge Dupuis (Université Laval/CIEQ)

Si la population canadienne-française est d'abord rurale et concentrée dans les terres de l'intérieur de la Floride au tournant du XX^e siècle, il y a urbanisation et concentration de la population canadienne-française au milieu du XX^e siècle, comme ailleurs en Amérique du Nord, dans le Sud-Est floridien. Au tournant du XXI^e, on constate pourtant une nouvelle dispersion de cette population et la résurgence d'une présence québécoise et franco-canadienne en milieu rural et dans les villes de taille moyenne. Le portrait qui se dégage des données des recensements américains sur un siècle et demi dépeint une présence canadienne-française en Floride qui suit largement les courants présents pendant cette période dans les autres francophonies minoritaires de l'Amérique française.

La Floride pour qui ? Matériaux pour une histoire du développement des communautés-hôtes

Godefroy Desrosiers-Lauzon (TELUQ)

L'histoire de la relation entre les communautés de Floride et leurs visiteurs permet une approche du développement économique sous l'angle de la gouvernance, de façon à prendre en compte le rôle des visiteurs, de leurs relations avec les élites locales, dans l'histoire de développement local. De cette étude de cas émerge une série de propositions pour un programme de recherche sur l'histoire du développement économique des destinations touristiques et des politiques économiques associées à ce développement.

La révolution de l'automobilisme dans la région de Québec (1890-1960)

Étienne Faugier (Université de Neuchâtel)

La thèse qui est la nôtre est la suivante : l'essor de l'automobilisme, teinté d'urbanité, révolutionne l'espace rural entre 1890 et 1960. C'est le cas avec la région de Québec qui se voit modifier avec la disparition du cheval et de son économie, la transformation du paysage en un paysage technicisé et par les mutations du rythme de vie par l'accélération des relations entre campagnes et ville. Ainsi, le monde rural se colore de touches d'urbanités. Nous nous appuyons sur notre travail doctoral, soutenu en mars 2013, qui compile diverses sources archivistiques – sources gouvernementales, périodiques, statistiques, iconographie.



VISITEZ NOTRE SITE WEB
www.cieq.ca



CIEQ

Centre interuniversitaire d'études québécoises
Un lieu de formation, d'échanges intellectuels
et d'interdisciplinarité

Le **CIEQ** s'intéresse au changement socioculturel au Québec, appréhendé dans ses dimensions spatiales et temporelles, depuis la colonisation française jusqu'à nos jours. Les travaux du CIEQ se regroupent autour de trois axes de recherche: **1 les populations et leurs milieux de vie: 2 les institutions et les mouvements sociaux: 3 la culture québécoise: diversité, échanges et transmission.**

Présent à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'Université Laval, le CIEQ est un regroupement stratégique reconnu par le FRQSC.



ciéq Centre
interuniversitaire
d'études québécoises

Source iconographique: Excursion *Au rythme de l'eau, de la foi et de la terre. Les seigneuries de la rive-sud de Nicolet à Saint-Nicolas*, 21 septembre 2013. Photo: Émilie Lapierre Pintal, CIEQ.